



HAL
open science

Champigny-sur-Marne : construction d'une identité politique en banlieue rouge (1965-1983)

Ranine Kezal

► **To cite this version:**

Ranine Kezal. Champigny-sur-Marne : construction d'une identité politique en banlieue rouge (1965-1983). Histoire. 2021. dumas-03414807

HAL Id: dumas-03414807

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03414807v1>

Submitted on 4 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

Centre d'histoire sociale des mondes contemporains

École d'histoire de la Sorbonne

Champigny-sur-Marne : construction d'une identité politique en banlieue rouge (1965-1983)



Année 2020-2021, session de septembre 2021

Mémoire de Master 2

Sous la direction de M. Emmanuel Bellanger et Paul Boulland.



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

Centre d'histoire sociale des mondes contemporains

École d'histoire de la Sorbonne

Champigny-sur-Marne : construction d'une identité politique en banlieue rouge (1965-1983)

Photographie de couverture : liste des candidats présentés par le Parti communiste et le Parti socialiste en 1971, Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, résultats et listes des élections municipales de 1965 à 1983, carton 1711W1.

Année 2020-2021, session de septembre 2021

Mémoire de Master 2

Sous la direction de M. Emmanuel Bellanger et Paul Boulland.

Je tiens à remercier mes directeurs de recherche, M. Emmanuel Bellanger et M. Paul Boulland,
pour leurs conseils, leur bienveillance et leur patience,

Dominique, pour son écoute, ses conseils et son soutien

Ma sœur Hanna et mon frère Rostan,

Baya, Mayssa, Manel, Maryia et Yannis, pour leur soutien et leur présence

Mes amis et camarades sans qui ces années d'études auraient été moins mouvementées

À ma mère,

Sommaire

Introduction

Chapitre 1 : Une ville en pleine expansion

Un renouvellement démographique qui oblige le PCF à transformer ses pratiques

Le développement de la ville en lien avec l'expansion de la capitale

Le développement du logement comme cadre de vie

Conclusion

Chapitre 2 : Des militants aux candidats

L'union de la gauche à Champigny : une gauche plus forte, un PCF plus faible ?

Le choix des candidats, un processus millimétré

Les grands absents : oubli ou objectif politique ?

Conclusion

Chapitre 3 : Les biais d'une omniprésence communiste

Des bilans de mandats controversés

L'omniprésence communiste dans les espaces politiques de la ville

Conclusion

Conclusion générale

Introduction

De 1950 à 2020, Champigny-sur-Marne est administrée par le Parti communiste français (PCF). Territoire d'influence du PCF sur toute cette période, la ville présente des spécificités qui lui sont propres et demandent une attention particulière. Village maraîcher jusqu'au début du XX^e siècle, sa modernisation s'accélère seulement après la Seconde Guerre mondiale. Jamais vraiment industrielle mais populaire à la fois, elle pourrait sembler *a priori* hors du champ d'action du PCF à cette époque : celui-ci se construit encore essentiellement via les cellules d'entreprises dans les usines. Si le communisme français a pris une pluralité de formes tout au long du XX^e siècle, une étude de Champigny nous a semblé d'autant plus utile du fait de cette spécificité.

Pour autant, Champigny, par sa géographie, appartient à un ensemble que les historiens ont appelé « banlieue rouge » ou « ceinture rouge ». Cet espace aussi bien géographique que politique désigne les villes aux marges de la capitale, dont les problématiques sociales, économiques et politiques constituent une forme d'unité. Longtemps considérée comme la vitrine du PCF, la banlieue rouge a d'abord été traitée par l'historiographie comme un espace politique plutôt homogène où se concentraient de nombreux électeurs, cadres et militants du parti, devenus des élus nationaux. Les premiers travaux sur la banlieue rouge remontent aux années 1960, durant laquelle le lien entre population ouvrière et victoires communistes était déjà établi.

L'historiographie de la banlieue rouge ne peut se penser sans celle des banlieues. Longtemps les historiens ont qualifié la banlieue comme systématiquement rattachée et dépendante à la ville-centre dont elle dépend. L'historiographie a en ce sens évolué en commençant à considérer la banlieue comme un espace à part entière, et à étudier ces villes pour elles-mêmes et non plus en lien avec la ville-centre à laquelle elles dépendaient. Cela implique

d'étudier leurs populations, leurs dynamiques et les processus d'organisation et d'identité sociale qui leur sont propres.

Les banlieues ouvrières administrées par le Parti socialiste ou le Parti communiste, parfois les deux tour à tour, se caractérisent par une identité ouvrière forte, liée à une identité politique forte. Si ces villes ont une identité propre, on ne peut toutefois leur nier un point commun : elles se sont construites en lien avec le pôle urbain auquel elles appartiennent. Le cœur de ce qui caractérise la banlieue rouge tout au long du XX^e siècle est ainsi l'identité urbaine et ouvrière rattachée à une identité politique enracinée à gauche (socialiste puis communiste).

Le contexte local et historique de Champigny

Champigny est une commune de la banlieue sud-est de Paris. Elle est marquée par la Marne qui la traverse. Son originalité par rapport au reste de la banlieue rouge réside dans le fait qu'elle ne fut jamais une ville totalement industrielle, conservant une grande partie de son paysage rural au XX^e siècle. Elle connaît, en revanche, une forte croissance démographique tout au long du siècle, et se retrouve au centre de nombreuses transformations urbaines et sociales qui l'intègrent peu à peu au réseau urbain francilien. Contrairement à ses voisines Nogent-sur-Marne ou Saint-Maur-des-Faussées, elle s'est intégrée au réseau urbain parisien tardivement : le réseau ferroviaire contourne Champigny, et les Parisiens en quête de verdure s'arrêtent à Nogent, qui elle est rattachée au réseau ferroviaire, pour goûter aux plaisirs champêtres, ce qui explique également son développement tardif.

Historiquement, on repère deux établissements urbains distincts à Champigny : le premier gravite autour des bords de Marne, en bordure de la route de Nancy. Le deuxième se trouve à l'est du village, c'est le quartier de Cœuilly. C'est seulement après la guerre que la ville connaît un réel développement : c'est l'époque de la reconstruction, et de nombreux immigrés européens,

notamment portugais, s'entassent dans la ville, puis dans le bidonville installé dès 1956 dans le Plateau et qui accueillit entre 12 et 15 000 Portugais¹.

Une des raisons pour lesquelles Champigny ne se développe pas aussi vite que d'autres banlieues est l'absence de la Seine sur son territoire : la banlieue, dans son rapport de soumission à Paris, sert essentiellement de ravitaillement pour la capitale par les usines qu'elle abrite. Ce ravitaillement passe historiquement par le fleuve. À Champigny, ce ne peut être le cas. Outre l'absence de la Seine, allons plus loin : avant la Seconde Guerre mondiale, Champigny n'est reliée à Paris ni par le transport ferroviaire, ni par la Seine, et pas non plus par les grands axes routiers. La ville, quoi qu'en banlieue, n'est en fait pas directement reliée à Paris. Or, selon Jean-Paul Brunet, la banlieue « subit la loi de la ville »²: elle se définit, économiquement, par rapport à la capitale. Il y a donc un lien d'assujettissement, qui n'est en rien étonnant, mais auquel Champigny semble échapper durant cette première partie du siècle, ce qui peut expliquer son faible développement, car elle n'est pas utile à la capitale. Nuançons néanmoins : se penchant sur l'emploi, Jean-Paul Brunet observe que lorsque les Campinoises et les Campinois ne travaillent pas sur la ville : la majorité des départs quotidiens de la ville se fait en direction de Paris (67% des départs en 1931), la plupart d'entre eux étant des salariés³. Il y a donc une relative attraction de Paris sur Champigny, ce qui peut s'expliquer par le peu d'emplois disponibles sur place.

Sur le terrain politique, la première moitié du siècle à Champigny voit l'affirmation d'Albert Thomas, édile local socialiste qui marqua le territoire. Après avoir été élu conseiller municipal en 1904, c'est en 1912 qu'il devient maire de Champigny. Sous son mandat, Champigny se modernise, et voit ses services publics déployés : il y crée des écoles, une

¹ Marie-Christine Volovitch-Tavares, Portugais à Champigny, le temps des baraques, Autrement Collection Français d'ailleurs, peuples d'ici 1995, 160 p.

² Brunet Jean-Paul. «Constitution d'un espace urbain : Paris et sa banlieue de la fin du XIXe siècle à 1940 ». Dans: Annales. Economies, sociétés, civilisations. 40^e année, N. 3, 1985. pp. 641-659

³ *ibid*

bibliothèque municipale, un établissement postes et télégraphes, mais aussi un service de ramassage des ordures. Albert Thomas devient alors un édile local, comme il en existe de nombreux sous la III^e République.

Du fait de son engagement socialiste d'une part, et de son ancrage à Champigny d'autre part, il contribua à faire de sa ville natale un terrain fertile pour la gauche : déjà en 1905 il militait pour la journée de huit heures, quatorze ans avant son adoption par Clemenceau. Il la revendiqua au nom de la santé des ouvriers dans un article intitulé « La journée de huit heures du point de vue de l'hygiène », publié dans la revue *La Revue syndicaliste*, qu'il avait fondé en 1905⁴ .

Ainsi imprégnée d'un socialisme municipal posant les germes d'une culture de gauche, Champigny devient par la suite une ville d'alternance : après une parenthèse avec Henri Dumont, élu du bloc républicain entre 1919 et 1925, la SFIO reprend la ville avec Eugène Courel, maire de 1925 à 1933. Cette tendance socialiste se confirme lors du mandat suivant, notamment sous le Front populaire. Gaston Chardin, maire de 1933 à 1940, qui fut adjoint sous le mandat Courel, est réélu en 1935, et impulse la réalisation de nombreuses œuvres comme les cités-jardins.

Le choix des années 1960 et 1970

Nous avons choisi d'étudier la période des années 1960 et 1970 pour plusieurs raisons. D'abord, à l'échelle nationale, les années de reconstruction s'achèvent. Les Trente glorieuses battent leur plein : le défi du logement tend à se résoudre, la reconstruction se termine et la France connaît le plein emploi. La capitale et les grandes villes sont confrontées à un nouveau problème de surpopulation : les banlieues, espaces encore constructibles, font alors les frais des politiques de relogement. Elles accueillent les populations rejetées par les grandes villes.

⁴La Revue syndicaliste (Paris, 1905), numéro 1, 1905, Gallica

En termes de consommation, les années 1960 marquent aussi le début des grandes surfaces et la fin des marchés de quartiers : pour les banlieues, cela signifie accueillir les nouvelles grandes zones commerciales. Pour leurs habitants, l'effet peut être à double tranchant : d'une part cela signifie de nouveaux emplois, mais des réticences peuvent également naître de ces constructions et de ce qu'elles impliquent : plus de monde, plus de bruits, plus de circulation.

En somme, les années 1960 et 1970 sont deux décennies durant lesquelles la banlieue se transforme, voire se crée dans sa forme contemporaine. Champigny-sur-Marne ne fait pas exception puisque sa population passe de près de 10 000 habitants à la fin des années 1950 à plus de 80 000 au début des années 1980. Cette transformation urbaine implique une transformation sociale, politique et démographique. Étudier Champigny dans un tel contexte, c'est s'intéresser au nouveau rapport de ses habitants au territoire, avec l'acquisition d'un capital d'autochtonie commun aux banlieues rouges dans une ville qui n'a pourtant pas d'identité ouvrière propre. En d'autres termes, il s'agit de comprendre comment des habitants de tous horizons se sont approprié des territoires dans lesquels ils se sont retrouvés par pur besoin économique, par obligation ou parfois même par hasard⁵. Il nous a semblé d'autant plus pertinent d'étudier cette période charnière que constituent les années 1960 -1970 que, dans ces années, le PCF a conquis ses derniers fiefs. Mais les années 1970 recèlent un paradoxe particulier : le PCF décline sur la scène nationale dans le même temps où il devient le premier parti en banlieue lors des élections municipales de 1977⁶. Au-delà du contexte électoral, la banlieue se situe, dans ces deux décennies, au cœur des mutations imposées par Paris. C'est en effet dans cette période que se dessine la banlieue contemporaine : on y observe la hiérarchie de Paris qui s'impose à la ville de banlieue, et qui la construit, malgré elle.

⁵ Retière Jean-Noël « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire » dans Politix. Revue des sciences sociales du politique, 2003 p. 121-143.

⁶ Roger Martelli, L'archipel communiste, une histoire électorale du PCF, éditions sociales, 2008

Dans ce contexte, le parti de la majorité municipale, le PCF est au pouvoir depuis 1950. Sur toute la période, il ne perd aucune élection, et tend même à se renforcer à certains égards. Pour autant, nous le verrons, la population campinoise est loin d'être uniforme tant dans sa structure sociale que dans son mode d'habitat et ses valeurs politiques. Notre étude va ainsi dans ce sens : il s'agit de comprendre comment le Parti communiste, enregistrant parfois de très bons scores aux élections municipales, réussit à conserver une ville en pleine transformation. Quelles sont ses stratégies ? Comment les candidats s'engagent-ils pour le PCF ?

Notre étude se situe à la croisée d'une histoire urbaine et d'une histoire sociale. Annie Fourcaut place le début de l'étude de l'urbain par les historiens au tournant des années 1980⁷, au sein de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTPP) à la suite du rapprochement entre histoire et architecture⁸. L'étude de l'urbain avait jusqu'alors été le champ d'autres domaines, comme la sociologie ou la géographie. L'investissement des historiens sur cette nouvelle thématique marque une rupture dans l'histoire sociale : dans la France des années 1970, on ne peut analyser les questions sociales sans les lier aux questions territoriales, à la hiérarchie géographique de la ville, notamment dans la dépendance de quartiers entre eux, et aux catégories sociales qui y vivent.

Par ailleurs, l'histoire urbaine s'est aussi intéressée aux villes nouvelles. Il paraît important pour notre étude d'en maîtriser le contexte : à partir du milieu des années 1960, la France engage une politique de décentralisation de ses grandes métropoles, créant des établissements publics territoriaux afin de favoriser la construction de villes nouvelles destinées à désengorger les métropoles. Pour Annie Fourcaut, l'histoire de ces villes nouvelles ne peut être appréhendée sans

⁷ Annie Fourcaut, Loïc Vadelorge, « Où en est l'histoire urbaine du contemporain ? » Histoire urbaine, Société française d'histoire urbaine (SFHU), 2011

⁸ *ibid*

une étude des grands ensembles, «dont elles constituent un prolongement expérimental »⁹. Ainsi les politiques urbaines menées à partir des années 1960 sont-elles à appréhender dans une étude plus large de la construction de la banlieue contemporaine.

Notre travail s'inscrit également dans une histoire politique, et celle d'un parti en particulier, le Parti communiste. En nous fondant sur les listes électorales, nous nous appuyerons sur des études déjà réalisés sur le vote communiste, notamment celle de Roger Martelli¹⁰, qui s'intéresse à l'influence du PCF à l'échelle nationale sur le temps long (des années 1920 à 2008) et aux mécanismes de celles-ci. Pour la période des années 1960, il analyse une influence législative en baisse du PCF qui coïncide avec une implantation locale persistante.

Aussi, dans l'historiographie, l'étude de la banlieue rouge s'est construite de deux manières. D'abord, les approches monographiques ont contribué à montrer que les victoires communistes n'étaient pas seulement dues à la présence de populations ouvrières sur les communes de cet espace, mais aussi et surtout à un ensemble de politiques sociales, culturelles et économiques que le PCF a menées et qui ont contribué à l'unité de cet espace politique. À partir de 1986, la publication d'Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, marque une rupture dans l'historiographie : Annie Fourcaut établit la définition d'un modèle général qui se dégage de la banlieue rouge en partant de l'exemple de Bobigny, autrefois village pavillonnaire drastiquement transformé au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. En partant de cette analyse monographique, elle établit un modèle de politisation qui se définit par l'expression qu'on lui doit : le « patriotisme de clocher »¹¹ définit les banlieues rouges. Ces dernières sont marquées par l'importance de l'attachement à la ville de banlieue non seulement par sa délimitation

⁹ Annie Fourcaut, Loïc Vadelorge, « Où en est l'histoire urbaine du contemporain ? » Histoire urbaine, Société française d'histoire urbaine (SFHU), 2011

¹⁰ Roger Martelli, *L'archipel communiste, une histoire électorale du PCF*, Paris, éditions sociales, 2008

¹¹ Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions Ouvrières-Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, 215p

géographique mais aussi, voire surtout, par l'identification à une classe sociale et à un parti politique qui l'incarne, le PCF.

Les travaux d'Annie Fourcaut considèrent la banlieue rouge comme une formation sociale et politique¹². De même, pour David Gouard¹³, Ivry-sur-Seine est un cas d'école du communisme municipal, ancré *via* un modèle de politisation fortement lié à un modèle industriel, dont la ville d'Ivry, décrite par Annie Fourcaut comme «la préfiguration de la victoire des Soviets en France » a été l'archétype. De ces études découlent un modèle-type étudié par l'historiographie, celui des banlieues ouvrières en bordure de Seine. Les villes comme Ivry-sur-Seine, Vitry, Choisy-le-Roi, ou, plus au nord, Saint-Denis ou encore Bobigny se sont ainsi construites de la même manière : proches de Paris, leur histoire est liée à celle de la capitale. D'abord extensions de la ville en ce qu'elles accueillent nombre d'usines dont la capitale ne veut pas, ou ne peut recevoir sur son territoire, elles se construisent ensuite tout au long de la première moitié du XX^e siècle par rapport à cette identité ouvrière. L'identité politique qui y est liée prend forme dans le même temps.

L'objet de notre étude, Champigny-sur-Marne, diffère légèrement de ce modèle-type. La ville est d'une part plus éloignée de Paris : par cet éloignement, elle n'est pas en premier lieu considérée comme le prolongement de la capitale. Ainsi, elle compte quelques usines sur son territoire, mais pas assez pour caractériser l'identité de la ville. De plus, durant la première moitié du XX^e siècle, alors que les villes citées plus haut connaissent déjà une croissance démographique, Champigny demeure longtemps dans l'ombre de la banlieue, comme d'autres villes plus éloignées du département de la Seine. Il faut attendre la fin de la Seconde Guerre

¹² Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions Ouvrières-Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, 215p

¹³ Tellier Thibault, « Le Parti communiste et la décentralisation ou comment appréhender le pouvoir local ? (1971-1983) », dans : *Les territoires du communisme*, Julian Mischi et Emmanuel Bellanger (dir.), Armand Colin, 2013, p.91

mondiale, jusqu'à laquelle Champigny reste un village de quelques milliers d'habitants, pour que sa population explose. En ce sens, Champigny diffère du modèle des banlieues rouges : mais ne connaît-elle pas pour autant un « patriotisme de clocher » ? Le PCF y demeure, comme chez ses consœurs, le principal parti pendant toute la deuxième moitié du XX^e siècle. Sur quelles bases alors se bâtit-il ? Pour les villes majoritairement ouvrières, le communisme municipal se construit essentiellement à partir des entreprises présentes sur la ville. Dans une localité où peu d'industries perdurent, il semble pertinent de s'interroger sur la base de construction d'un parti ouvrier, surtout si ce dernier est majoritaire sur le territoire.

Pour répondre à ces problématiques, nous devons nous attacher à croiser des données sociologiques, géographiques et historiques. Ainsi, on pourra s'appuyer sur les travaux d'Olivier Masclet¹⁴ qui étudie l'engagement politique local sur le temps long à Gennevilliers. Il met en évidence la méthode politique des mairies communistes : privilégier certaines catégories, notamment les ouvriers qualifiés, entre autres en matière de logement. Ce peut être un facteur expliquant l'émergence de certaines figures politiques locales plutôt que d'autres.

Par ailleurs, dans une ville importante, l'aménagement urbain devient un enjeu essentiel durant la période étudiée. C'est en effet celle où l'expansion de Paris relègue les classes populaires hors de ses murs, où les bidonvilles sont détruits et où l'urbanisation gagne une part de la plus grande couronne parisienne. En ce sens, notre étude est aussi étroitement liée à l'histoire du logement social et de son évolution. À la base des villes et des politiques de la ville, le logement social a permis à Champigny de devenir la première ville du Val-de-Marne en termes de nombre d'habitants, grâce à la construction de vastes nouveaux quartiers. Les études de l'histoire de l'étalement urbain et du logement social peuvent ainsi nous permettre d'analyser la

¹⁴Olivier Masclet, *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, 2003

situation campinoise. Pour Marie-Claude Blanc-Chaléard¹⁵, l'intervention publique en matière de logement à partir des années 1950 a bouleversé les sociabilités des logements, notamment en permettant à de nouvelles catégories d'accéder au logement social, brassant ainsi les anciens des habitats ouvriers et populaires et ceux des habitats immigrés. Cette caractéristique concerne Champigny, dont une part non négligeable des logements de la ville provient d'une initiative extérieure, celle de la ville de Paris, la transformant en ville ouvrière sans que de nouvelles usines ne s'y installent. Phénomène nouveau durant cette période, une part croissante d'habitants de Champigny n'y travaillent plus, bouleversant ainsi les modes de sociabilités de la commune.

D'où un autre phénomène à prendre en compte : la conception du logement social comme cadre de vie. En effet, si les travailleurs et travailleuses, cibles du PCF, ne travaillent plus dans la ville, comment construire durablement la section locale du Parti communiste, et comment permettre à ce dernier de conserver sa mainmise sur la ville ? À ce titre, les travaux de Danièle Voldman¹⁶ nous éclairent sur la conception du logement social et son évolution : l'auteure y met en évidence l'aspect social et sociétal du logement. En effet, pour faire émerger des cadres politiques, il faut un ancrage local, une situation financière stable et une aura : on pourra alors, en lien avec les travaux d'Olivier Masclet, montrer en quoi cette égalité se vérifie à Champigny et comment les nouveaux militants du parti communiste s'ancrent-ils, ou non, dans cette dynamique.

Champigny, une banlieue hybride

C'est pour toutes ces raisons que nous avons voulu étudier Champigny, une ville hybride, enracinée à gauche mais pas totalement ouvrière, en pleine expansion et dont le développement

¹⁵ Chaléard Marie-Claude, « l'habitat immigré à Paris au XIX et XXème siècles : mondes à part ? » Dans : *Le mouvement social*, n°182, janvier-mars 1998, les éditions de l'Atelier

¹⁶ Danièle Voldman, *Désirs de toits. Le logement entre désir et contrainte depuis la fin du XIXe siècle*, 2010, Paris

explose dans les années 1970. Plus qu'une étude de la ville, nous avons voulu nous focaliser sur l'attitude du Parti communiste vis-à-vis de celle-ci : comment se maintient-il ? Mais surtout, qui sont les personnages qui marquent le paysage urbain, ceux que les champinois élisent ?

Nous avons choisi le PCF car Champigny fait partie de la banlieue rouge, mais pas seulement : nous voulions étudier ce qui pousse à l'engagement, en particulier dans une ville dirigée par ce parti. L'engagement communiste nous a ainsi semblé le plus révélateur à Champigny. Par ailleurs, nous voulions comprendre comment un parti qui dirigeait déjà une petite ville de 10 000 habitants a adapté ses pratiques, ou non, pour conserver sa mainmise sur un territoire de désormais 80 000 habitants. Ainsi, Champigny est non seulement représentative d'une ville de banlieue à la poussée démographique colossale dans la décennie 1960, mais aussi, par sa structure et son histoire politique enracinée à gauche, un territoire particulier de la banlieue rouge qui mérite toute notre attention.

Il s'agit donc ici d'une étude centrée sur le rapport des candidats des listes communistes et d'union de la gauche aux élections municipales à leur ville. Nous voulons comprendre comment les habitants et les habitantes de Champigny, par leur environnement et la structure de la ville, sont amenés à s'engager politiquement et notamment sur les listes électorales, et surtout quel rôle a joué le PCF dans cette dynamique. Nous avons voulu, en nous fondant sur les archives de la préfecture du Val-de-Marne, étudier les listes électorales présentées par le PCF. Nous nous sommes concentrés sur les élections municipales. D'abord car il semble que cette élection soit importante pour les communistes, dans une période où ils conquièrent de plus en plus de villes à travers la France. Ensuite parce que c'est l'élection qui éclaire le plus l'ascension des édiles locaux. Nous avons notamment voulu tenter d'expliquer comment tel ou tel candidat se retrouve sur une liste communiste. Par quel processus ce dernier, de son emménagement à Champigny à

son élection comme conseiller municipal ou adjoint, il ou elle s'est engagé pour la majorité municipale, et surtout pourquoi. Enfin, une étude poussée des listes présentées par le PCF nous permettra de mesurer son impact par rapport aux autres forces politiques locales, et l'évolution du rapport de force.

Nous répondrons à ces questionnements en trois temps. D'abord, nous étudierons la structure géographique et sociale de Champigny, qui nous semble un élément essentiel pour appréhender l'engagement politique de ses habitants. Ensuite, nous étudierons le parcours des candidats et le contenu des listes électorales en nous demandant ce qui représente, pour le PCF, une bonne liste électorale. Enfin, nous analyserons la principale critique faite au Parti communiste, à savoir son omniprésence dans l'espace public de la ville, qui posera les prémices d'un déclin politique local.

Chapitre 1 : Une ville en pleine expansion

Pour comprendre les raisons structurelles de l'engagement communiste à Champigny, il nous faut apprécier la structure de la ville. Pour cette dernière, les années 1960 et 1970 sont des décennies-charnières : la morphologie même de la ville se transforme, géographiquement et sociologiquement. Si, nous l'avons vu, le développement d'une banlieue est essentiellement déterminé par son rapport à la ville-centre, ici Paris, Champigny-sur-Marne se distingue par son développement plus tardif, mais n'échappe pas à une logique essentielle : elle n'est pas, nous le verrons, maîtresse de son sol. À 14 kilomètres de la capitale, au pied du plateau de Brie, sur la route de Nancy, le petit village de culture céréalière, dépouillé de son bois pendant la Seconde Guerre mondiale, devient une aubaine pour Paris, qui y voit un large espace constructible de plusieurs hectares. Ainsi, alors que ses voisines Nogent et Saint-Maur ont grandi plus tôt grâce à la ligne ferroviaire Bastille-La Varenne ainsi qu'aux grands propriétaires de la Marne accueillant les vacanciers parisiens, Champigny est, au début de notre période d'étude, une petite ville sans importance particulière dans le rapport à Paris. L'objet de ce premier chapitre est d'interroger son expansion : comment se réalise-elle ? Qui sont les nouveaux habitants de Champigny, et pourquoi ont-ils choisi, ou non, cette ville ? Ces questionnements nous permettront par la suite de comprendre la construction du PCF sur la nouvelle base sociale de la ville.

Pour y répondre, nous étudierons d'abord le renouvellement démographique de la ville, en nous intéressant particulièrement aux profils sociologiques des nouveaux habitants, avant d'étudier comment se manifeste l'hégémonie communiste sur la ville.

Un renouvellement démographique qui oblige le PCF à transformer ses pratiques

À la fin des années 1970, Champigny présente un paradoxe tout particulier : elle demeure la plus grande ville du Val-de-Marne, avec 80 000 habitants. Par son importance, elle devrait, *a priori*, pouvoir prétendre à un rôle polarisant, du moins dans le secteur Paris-Est. Pourtant, son développement tardif montre qu'elle n'a longtemps pas été essentielle. Par exemple, en 1971, la ville est dotée de deux routes nationales et un chemin de fer (qui ne va pas à Paris, mais vers le nord). Il existe un RER reliant Paris depuis Saint-Maur : il est accessible depuis Champigny, mais uniquement par le sud de la ville. Comment celle-ci se structure-t-elle alors ? Dans cette partie, nous verrons comment une ville en pleine expansion jusqu'à devenir la première commune du département peut se doter d'une identité propre, et nous tenterons d'expliquer le rôle du PCF dans ce processus. Ainsi nous verrons en quoi ce parti, au pouvoir depuis 1950, tente d'agglomérer la nouvelle population dans ses sphères, tout en faisant face à un défi majeur : les nouveaux habitants de Champigny, contrairement aux villes industrielles du Val-de-Marne sont peu nombreux à travailler sur place. Il semble donc essentiel d'étudier les voies de politisation de ces derniers, alors que le PCF continue d'améliorer ses scores lors des élections des années 1970.



fig. 1 : Champigny à la fin des années 1970, séparée de sa voisine Nogent par la Seine et l'autoroute A4¹⁷

¹⁷ Archives départementales du Val-de-Marne, 8FIVDM 148

Le développement de la ville en lien avec l'expansion de la capitale

Notons tout d'abord qu'en banlieue, et spécifiquement dans les années 1970, la dynamique propre à la cité n'existe pas en elle-même : une ville de banlieue en plein essor ne peut s'étudier sans accorder d'importance à la ville-centre. À Champigny, durant les années 1960 et 1970, deux dynamiques se conjuguent : d'une part le développement de Paris comme métropole communiquant avec sa banlieue et d'autre part la régionalisation des politiques publiques. Ces dernières ne sont pas sans impact sur les politiques locales en matière de construction, notamment de logements, mais aussi de développement des transports. Aussi nous faut-il étudier ici le lien de ces deux dynamiques avec le développement de Champigny.

À Paris, dès les années 1950, la spéculation urbaine en lien avec la tertiarisation de l'économie pousse la mairie à reloger ses habitants des catégories les plus populaires hors de ses murs. Prérrogative du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), le logement n'est pas uniquement considéré à cette époque comme besoin essentiel, mais comme partie intégrante de l'urbanisme et de la reconstruction des villes.

Pendant la seconde moitié du XX^e siècle, la présence des classes populaires au sein de Paris et de son centre diminue en raison des évolutions de la structure socioprofessionnelle en général et de leur départ massif en banlieue. Ce dernier représente toutefois souvent l'aspiration d'une ascension sociale : soit par l'acquisition d'un pavillon, soit par une proposition de logement social, neuf et fonctionnel, loin de l'habitat populaire insalubre de la capitale¹⁸.

¹⁸ Le Roux Guillaume, Imbert Christophe, Bringé Arnaud et al., « Transformations sociales de l'agglomération parisienne au cours du XX^e siècle : une approche longitudinale et générationnelle des inégalités d'accès à la ville », *Population*, 2020/1 (Vol. 75), p. 71-100. DOI : 10.3917/popu.2001.0071. URL : <https://www-cairn-info.ezpaarse.univ-paris1.fr/revue-population-2020-1-page-71.htm>

Dans la métropole parisienne, l'enjeu dépasse largement la crise du logement que connaît la France : il s'agit de penser la métropole de demain, en tenant compte de la spéculation urbaine et de la nécessité de construire de nouveaux bureaux dans la capitale. En somme, si l'embourgeoisement de Paris ne concerne pas tous les quartiers – des politiques publiques de rénovation de logements et maintiennent une partie des classes populaires notamment au Nord et à l'Est -, il impacte grandement la banlieue. Ainsi, en 1955, le MRU dote la région du Commissariat à la construction et à l'urbanisme, quadruplant ainsi le rythme de construction en banlieue¹⁹. Proche de Paris, encore industriel et avec de nombreuses friches constructibles, le futur Val-de-Marne est le premier département concerné par cette politique. Après la Seconde Guerre mondiale, la croissance du département avait déjà atteint 11,7% entre 1946 et 1954, bien plus que la moyenne nationale. Entre 1954 et 1968, elle atteint les 46%²⁰. C'est dans cette période que les grands ensembles fleurissent à travers le Val-de-Marne, d'abord dans les communes de l'ex-Seine puis dans le reste du nouveau département²¹.

De plus, au moment de la création du département en 1964, la carte industrielle de l'immédiat d'après-guerre n'est pas modifiée : les industries restent concentrées dans les villes proches de Paris et à l'ouest de la Seine. Le bâtiment et les travaux publics avec 27 000 ouvriers et des entreprises comme *Quillery* à Saint-Maur et *Entrepose* à Champigny, devançant le secteur de la mécanique et la métallurgie à l'ouest de la Seine dans des villes comme Ivry, Vitry et Choisy.

¹⁹ Hmed Choukri, « La création des foyers Sonacotra en 1956 », dans : Abderrahmane Bouchène éd., Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2014, p. 586-589. URL : <https://www.cairn.info/histoire-de-l-algerie-a-la-période-coloniale--9782707178374-page-586.htm>

²⁰ Alain Croix (dir.), Histoire du Val-de-Marne, Conseil général du Val-de-Marne

²¹ Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Val-de-Marne Urbanisation du Val-de-Marne, conférence enseignant, architecture et patrimoine local, 2011/2012, <https://www.dsden94.ac-creteil.fr/IMG/pdf/histoireurbanisationvaldemarne.pdf>

À Champigny, *Air liquide*, présent depuis 1902 sur le territoire communal, concentre la majorité des ouvriers de la ville²².

Pour Guillaume Le Roux²³, l'ascension sociale est un des principaux moteurs du développement des périphéries dans cette période : elle s'exprime par le souhait de devenir propriétaire d'un pavillon, et les familles concernées sont alors prêtes à s'installer dans des communes plus ou moins éloignées, même relativement peu connectées aux réseaux urbains. Cela a pour conséquence principal le changement de mode de vie : à Champigny-sur-Marne, ville peu industrielle où l'habitat pavillonnaire domine jusqu'à la fin des années 1960, les nouveaux arrivants sont d'abord des citadins.

Dans la ville qui au début de la seconde guerre mondiale comptait 29 000 habitants²⁴, en dénombre 70 377 en 1971. Six ans plus tard, en 1977, elle en abrite 80 290 habitants²⁵ et devient ainsi la deuxième du département. Avec une telle démographie, sa morphologie se transforme.

Ces politiques convergent avec les politiques de rénovation de l'habitat et de destruction des bidonvilles : dès 1965, le gouvernement français tente de résorber les habitats insalubres pour reloger leurs habitants dans des appartements ou des foyers. À Champigny, la destruction du bidonville portugais, qui accueillait alors 15 000 personnes, commence dans les années 1960 : en 1967, 1200 personnes sont relogées dans des centres de logement à Nanterre, Montreuil et dans

²² Alain Croix (dir.), Histoire du Val-de-Marne, Conseil général du Val-de-Marne

²³ Le Roux Guillaume, Imbert Christophe, Bringé Arnaud et al., « Transformations sociales de l'agglomération parisienne au cours du XXe siècle : une approche longitudinale et générationnelle des inégalités d'accès à la ville », Population, 2020/1 (Vol. 75), p. 71-100. DOI : 10.3917/popu.2001.0071. URL : <https://www-cairn-info.ezpaarse.univ-paris1.fr/revue-population-2020-1-page-71.htm>

²⁴ Alain Croix (dir.), Histoire du Val-de-Marne, Conseil général du Val-de-Marne

²⁵ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, carton 1711W1, résultats des élections municipales

le Val-de-Marne, en fonction de leur lieu de travail. C'est seulement en 1972 qu'il disparaît totalement²⁶, offrant du même coup un large espace de construction possible.

Dans ce contexte, la mairie de Paris va utiliser deux vastes terrains pour y bâtir de nouveaux logements : d'une part l'ancien bois de l'abbaye de Saint Maur, situé à cheval sur Champigny et Chennevières et utilisé pendant la guerre pour le chauffage, d'autre part l'ancienne zone céréalière de Champigny. Au Bois l'Abbé, l'Office public d'habitation à loyer modéré de la ville de Paris (OPHLMVP) entreprend en 1965 la construction de 2 707 logements sur la commune de Champigny, et deux fois moins à Chennevières, qui voient le jour à partir de 1968²⁷. Dans l'ancienne zone céréalière, il construit 1 500 logements pour former le nouveau quartier des Mordacs.

Nous pouvons analyser l'émergence de ces deux quartiers de deux manières. Du point de vue du paysage urbain, ces ensembles rompent avec l'habitat pavillonnaire jusque-là majoritaire à Champigny, que les architectes des cités-jardins avaient tenté de conserver. La rupture est d'ailleurs telle qu'à sa construction, la tour Rodin du Bois l'Abbé est la plus haute tour d'habitation française et le restera plusieurs années. Du point de vue politique, ces quartiers semblent une illustration adéquate de la mainmise de Paris sur Champigny : les archives attestent une difficile acceptation, tant par la droite que par la gauche, de leur construction dans la ville et donc de l'arrivée de nouvelles populations²⁸.

Quand la droite dénonce le manque d'homogénéité du paysage et la destruction du décor presque champêtre de la ville, la gauche incarnée par le PCF défend le droit à la petite propriété. Ce sujet demeurera encore un terrain de discordes plusieurs années après : en 1983, le maire,

²⁶ Marie-Christine Volovitch-Tavares, *Portugais à Champigny, le temps des baraques*, Autrement Collection Français d'ailleurs, peuples d'ici 1995, 160 p

²⁷ Roger Savajols, *Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue*, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

²⁸ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne,

Jean-Louis Bargerero, dans une lettre aux Campinois à l'occasion des élections municipales, attribuera la construction du Bois l'Abbé et des Mordacs au gaulliste Rolland Nungesser, alors secrétaire d'État au logement²⁹.

La dépendance à l'égard de Paris se manifeste aussi et surtout en matière de travail. Construits par la mairie de Paris, les logements du bois l'Abbé sont essentiellement habités par des travailleurs parisiens, notamment des employés de la mairie chargés de l'entretien de la ville³⁰. Ainsi, 32.7% des habitants du Bois l'Abbé travaillent à Champigny ou dans une commune limitrophe, 33,7% à Paris et 32% dans le reste de l'Île-de-France. À titre de comparaison, les habitants du Bois l'Abbé à Chennevière travaillent beaucoup dans leur ville ou dans une commune limitrophe (39.25%). Cela s'explique avant tout par les organismes de construction : sur tout le grand ensemble, y compris la partie se trouvant à Chennevières, 94.5% des logements construits à l'initiative de l'OPHLMVP se trouvent à Champigny et les 5.5% restants à Chennevières. Le second promoteur bailleur est le Foyer du fonctionnaire et de la famille (FFF), bailleur social national privé dont 35% des logements sont à Champigny et 65% à Chennevières. Enfin, sur la partie de Champigny, la municipalité a racheté 10% des logements afin de les rendre accessibles à la propriété - ces derniers représentent 5% du total des logements sur l'ensemble du Bois l'Abbé, à Champigny et à Chennevières³¹. Au total, 73% des logements du grand ensemble du Bois l'Abbé sont sur Champigny et 27% sur Chennevières.

²⁹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF Champigny, lettre de Jean- Louis Bargerero le 3 mars 1983, AD94 179J 49

³⁰ Roger Savajols, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

³¹ Serge Bouchon, Étude sur le grand ensemble de Champigny-Chennevières, diplôme de maîtrise de géographie urbaine de Paris 1, 1978-1979, sous la direction de M. Rochefort, Archives départementales du Val-de-Marne, TH86

Le développement du logement comme cadre de vie

Un des facteurs essentiels dans la compréhension de l'engagement à Champigny est le développement du logement comme cadre de vie et son utilisation comme enjeu politique. À la suite de l'émergence des problèmes de fonctionnement des grands ensembles, la Confédération nationale du logement (CNL) insiste dès 1962 sur la nécessité de développer les thématiques liées aux transports et aux loisirs. Elle réfléchit sur le rapport entre l'habitat et la ville, alors même que les logements fleurissent en banlieue dans des quartiers généralement peu accessibles et loin des centres-villes. L'association de défense des locataires entreprend alors des nouvelles liées à ces problématiques³². Si la théorisation du logement comme cadre de vie, c'est-à-dire le fait de ne plus seulement habiter son logement mais de vivre dans son immeuble et d'y investir les espaces publics, date de l'après-1968 et de la fin de la construction des grands ensembles³³, dans les faits, il semble qu'une large place ait été accordée au cadre de vie dans les logements collectifs nouvellement construits, en particulier l'Habitat à loyer modéré (HLM).

Ainsi les doléances relatives aux espaces de vie publique transparaissent dans le matériel politique de gauche comme de droite à toutes les élections municipales de Champigny³⁴. Par exemple, un bilan de réunion de locataires du Bois l'Abbé nous informe qu'une grande partie des représentés demandent un parc de jeux et plus d'espaces communs dans les immeubles³⁵. Il semble donc qu'on commence à concevoir le logement comme espace de vie, pas uniquement privée mais aussi -voire surtout- commune, et que cette conception émane des habitants. Fait

³² Jolis Sébastien, « Du logement au cadre de vie. Mobilisations associatives et vie sociale dans les grands ensembles (1968-1973) », *Hypothèses*, 2013/1 (16), p. 33-43. DOI : 10.3917/hyp.121.0033. URL : <https://www.cairn.info/revue-hypotheses-2013-1-page-33.htm>

³³ *ibid*

³⁴ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-marne, carton 2161W7, propagande électorale de Champigny

³⁵ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, bilan de réunion en vue des élections municipales de 1971, carton 179J 18

original, la majeure partie d'entre eux ne sont pas des Campinois d'origine : ils viennent de Paris et d'ailleurs. On peut ainsi supposer que ces nouveaux habitants recherchaient dans le logement social des formes de sociabilité qui viendraient combler le fait de ne pas travailler sur Champigny et donc de ne connaître personne à part ses voisins.

Pourtant, les études nombreuses sur la vie locale en banlieue rouge montrent un certain investissement de ces habitants par le PCF, mais à Champigny, l'étude de la propagande électorale de ce dernier révèle une appropriation de cette thématique assez tardive par rapport aux doléances des habitants. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène. D'abord, rappelons que le PCF s'était opposé dans un premier temps à la création du grand ensemble du Bois l'Abbé³⁶ ce qui peut expliquer son retard à investir cet espace. Ensuite, nous l'avons noté, Champigny n'est pas une banlieue rouge typique et ouvrière, à l'image des villes du bassin de la Seine, comme Ivry ou Vitry. Ainsi, le modèle bien ancré chez ces dernières, fondé sur la vie commune dans les quartiers de logements collectifs, a pu inspirer les cadres de Champigny. Enfin, les habitants eux-mêmes ayant revendiqué des espaces de vie commune, le PCF s'est probablement attaché à suivre cette exigence sans en prendre l'initiative pour autant.

En tous cas, une partie non négligeable des élus communistes se retrouve dans ces ensembles. On peut analyser cette présence en plusieurs points. Premièrement, une partie des cadres y a été implantée stratégiquement, peut-être pour organiser la vie politique locale et accueillir les nouveaux habitants de différents horizons, à l'image de Jean-Louis Bargero, maire de la ville à partir de 1975. Ce dernier a habité de 1959 à 1989 le quartier du Bois l'Abbé, où il fut professeur de français et responsable du Syndicat national des instituteurs (SNI)³⁷. Avant de devenir maire,

³⁶ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF Champigny, AD94 179J 49

³⁷ Notice du Maitron, notice BARGERO Jean-Louis, François par Claude Pennetier, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 10 février 2019 URL : <https://maitron.fr/spip.php?article15715>,

il est déjà cadre communiste, et suit un parcours qui semble classique dans les institutions communistes de cette époque : âgé de 19 ans, il adhère en 1957 aux Jeunesses communistes. Puis, il rejoint le PCF et suit une école militante. Il en devient alors un cadre et s'installe dans une ville communiste.

D'autres personnes figurent sur les listes présentées aux élections, mais leur nom n'apparaît pas ou peu dans les archives du PCF : il peut s'agir de militants associatifs, ou d'adhérents du PCF influents localement, et donc stratégiquement placés sur les listes. Cette stratégie se base sur une forme de « patriotisme de clocher »³⁸ déjà évoqué : longtemps utilisée par le Parti, elle a déjà fait ses preuves dans le reste de la banlieue rouge. À l'image d'autres communes de cette dernière, une certaine identité de vote se crée ainsi, dans des espaces pourtant plus récents, comparés par exemple aux cités des années 1920 d'Ivry-sur-Seine. Ainsi, en 1977, sur les 39 conseillers municipaux élus, le tiers habite dans les nouvelles habitations du bois l'Abbé, des Mordacs ou du Plateau³⁹.

Des communistes hégémoniques ?

Alors que la ville s'enrichit de 10 000 nouveaux habitants dans la seule décennie 1970, le PCF continue de gagner les élections, et même au premier tour. Interrogeons ce fait : comment le parti communiste entretient-il une telle rigueur électorale sur cette période alors même que la population de la ville fluctue autant ? Dans le cadre de sa stratégie d'implantation locale au sein des nouveaux quartiers, il s'efforça d'y être omniprésent, ce qui fera autant sa force que sa faiblesse, comme nous le verrons plus tard.

³⁸ Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions Ouvrières-Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, 215p

³⁹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, 1240W 2, résultats des élections municipales de 1977

Un réseau de militants structuré

Cette stratégie d'omniprésence, visible dans toutes les banlieues rouges, passe d'abord par la jeunesse. Le parti de la majorité municipale puise en effet une large partie de ses cadres dans sa branche jeunesse, le Mouvement des Jeunes communistes de France (MJCF). Dans les listes présentées en 1971 et 1977, on retrouve plusieurs noms qui furent aussi dans les archives du PCF comme militants du MJCF des années 1960. Ainsi, outre les maires Louis Talamoni et Jean-Louis Bargero, qui commencèrent à militer en adhérant au MJCF avant d'entrer au PCF, on remarque la présence de 14 noms sur 39 élus en 1971⁴⁰ qui avaient été membres du MJCF plus tôt selon les archives de la fédération du PCF⁴¹. Notons qu'il peut toutefois y en avoir eu plus que 14.

On remarque que les natifs de Champigny ont encore l'âge d'appartenir à l'organisation de jeunesse. C'est le cas par exemple de Lionel Allion, imprimeur né en 1946 ou de Jean-Marie Choukroun, étudiant né en 1948. D'autres élus plus éminents, comme le premier adjoint Pierre Vincenot ou Jean-Louis Bargero sont nés ailleurs et étaient déjà communistes en arrivant à Champigny. Les sources nous manquent pour affiner l'étude en recueillant des informations sur les familles des élus concernés et déterminer l'origine de l'engagement de ceux nés à Champigny et ailleurs, voire comprendre les raisons de leur déménagement. S'agissait-il d'un choix stratégique du PCF ou d'un choix personnel ou encore professionnel ? Les listes électorales ne suffisent pas pour apporter une réponse claire.

De même, il aurait été intéressant de déterminer les raisons de l'engagement des jeunes communistes nés à Champigny : résultait-il d'une socialisation extérieure ou de l'influence d'un

⁴⁰ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, carton 1711W1, listes des élections de 1971

⁴¹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la fédération du PCF Val-de-Marne, état des lieux du MJCF, 130J

parent adhérent au PCF, ou d'une autre organisation liée à celui-ci ? Quoi qu'il en soit, la présence des jeunes communistes sur Champigny s'accroît si massivement que l'organisation de jeunesse se hisse, en nombre d'adhérents bruts entre 1970 et 1975, à la deuxième position de toutes les villes du Val-de-Marne.

	Décembre 1970	Septembre 1971	Septembre 1972	Août 1975
Ivry	801	545	460	840
Champigny	237	114	117	400
Vitry	314	188	218	370
Val-de- Marne	2984	2022	1887	3480

Fig. 2 : Les adhérents au MJCF dans le Val-de-Marne entre 1970 et 1975^{42 43}

Dans ce tableau, nous avons choisi de comparer trois villes du Val-de-Marne : Ivry peut nous servir d'étalon car c'est la première ville communiste du département, « capitale du communisme français »⁴⁴, symbole historique du communisme municipal. Nous avons également choisi Vitry car elle est d'une taille similaire à Champigny. Pourtant, ces deux villes présentent

⁴²Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la fédération du PCF Val-de-Marne, Etat des lieux et renforcement, 1973, 130J

⁴³ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la fédération du PCF Val-de-Marne, plan d'implantation 1975-76, 130J 46

⁴⁴Bellanger Emmanuel, *Ivry banlieue rouge. Capitale du communisme français*, Grane Créaphis, 2017

un schéma bien différent de celle que nous étudions : villes communistes depuis bien plus longtemps (depuis 1925 pour Ivry et Vitry si on fait abstraction de l'occupation, et depuis 1947 pour Champigny), elles représentent des emblèmes de la banlieue rouge, et ont une culture ouvrière et populaire bien plus ancrée. Le MJCF s'y est aussi construit autour des usines installées sur les bords de Seine.

Pour Champigny, qui n'est pas une ville ouvrière et dont l'essor est plus récent, la situation est tout autre. Pourtant on y est frappé par l'augmentation spectaculaire du nombre d'adhérents à Champigny, de l'ordre de 67% entre 1970 et 1975, quand sur la même période celui de Vitry croît de 18% et celui du département de 17%. Il faut évidemment lier cette croissance à celle de la population sur la période, bien supérieure à celle des deux autres villes : comme le note Roger Savajols en 1973⁴⁵, les familles arrivant dans les deux quartiers du Bois l'Abbé et des Mordacs dans les années 1960 sont globalement nombreuses, avec un grand nombre d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes, qui font d'ailleurs chuter la moyenne d'âge de la ville. Si ces jeunes arrivants des années 1960 semblent bien s'intégrer à la vie locale, cela ne suffit pas à expliquer l'augmentation des effectifs de la JC : + 341% entre 1972 et 1975. Elle s'explique sans doute par une stratégie ciblée visant à recruter des jeunes au sein du MJCF ou du PCF. En attestent, dans les archives, les compte-rendu de réunions de cellules, notamment celle du Bois l'Abbé, qui planifient à plusieurs reprises des actions de recrutement : un bilan de réunion de 1971 se fixe ainsi l'objectif clair de « rajeunir la section »⁴⁶.

⁴⁵ Roger Savajols, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

⁴⁶ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF du Val-de-Marne, bilan de réunion préparatoire à l'élection de 1971, 179J 18

Réintégrer les fêtes populaires : la foire aux cochons

Un élément central de la stratégie communiste en banlieue rouge a été, dès les années 1920, la mise en avant des fêtes populaires comme moyen d'identification et d'unité autour du collectif. Ainsi, nombre de maires communistes se sont réapproprié des fêtes locales afin de célébrer le territoire et de créer un sentiment d'appartenance qui conduise au vote communiste. À Champigny, cette stratégie apparaît plus tardivement. Si le Parti administre la ville depuis 1950, il ne transforme que vingt années plus tard la foire aux cochons, fête locale historique, en levier politique. Auparavant, la fête qui existait depuis le XVIII^e siècle n'avait pas une telle résonance : c'est sous le mandat de Louis Talamoni (maire de 1950 à sa mort en 1975) qu'elle devient une fête populaire et ouvrière, avec tout ce que cela implique : c'est un événement communiste local et annuel, lors duquel se mêlent l'histoire de Champigny et celle du communisme et du populaire. Tardive par rapport à d'autres banlieues rouges qui ont fait des fêtes locales leur identité depuis plusieurs dizaines d'années, cette appropriation s'explique par l'enjeu particulier que représente l'intégration des nouvelles populations à la mémoire communale. Il s'agit, là encore, de créer un sentiment d'appartenance qui s'exprime à travers des dynamiques de sociabilité.



Fig.3 : Louis Talamoni ouvre officiellement la Foire aux cochons de 1973⁴⁷

⁴⁷ Ciné-archives, fonds audiovisuel du PCF, film « Champigny-sur-Marne, foire aux cochons », 1973, anonyme

La Foire aux cochons, autrefois simple occasion pour les éleveurs de la région du Brie de vendre leurs produits en octobre, devient désormais une vraie fête populaire, où se mêlent ventes de produits locaux, animations festives et propagande municipale. Un film muet anonyme de 1973 illustre ce propos : on y aperçoit le maire Louis Talamoni accompagné de son équipe municipale, parmi laquelle on distingue son (futur) successeur Jean-Louis Bargero, inaugurer la fête. Les images soulignent la dimension populaire de l'événement : la foule se masse devant les nombreux stands alimentaires traditionnels, les grandes attractions et les manèges, ainsi que les stands de consommation moins traditionnelle de produits électroménagers et de voitures, sur fond de fanfare. Pour les communistes, la Foire aux cochons représente un événement à la fois traditionnel et typique des sociabilités en banlieue rouge, mais aussi une occasion pour montrer combien la municipalité se veut proche du peuple. Le film montre ainsi un stand de la mairie orné d'affiches qui valorisent le maire, lequel sillonne la fête en saluant chacun de ses administrés.

Conclusion

Champigny-sur-Marne grandit durant ces deux décennies jusqu'à devenir la première ville du Val-de-Marne. S'agissant d'une majorité d'habitants provenant de Paris, le PCF doit œuvrer à de nouvelles stratégies d'implantation qui lui permettent de demeurer à la tête de la ville. Inspirées d'autres villes de banlieues rouges, ces stratégies ne sont pas novatrices, mais, appliquées à une ville dont le profil diffère de celui des villes industrielles où histoire du mouvement ouvrier et histoire industrielle se mêlent, elles deviennent recettes pour le maintien des communistes à la tête de la ville.

C'est pourquoi des moments de sociabilité comme la Foire aux cochons deviennent des lieux de politisations des nouveaux arrivants, de même que les nouveaux quartiers témoignent de l'empreinte communiste. Aussi, en logeant ses cadres dans des lieux stratégiques comme le quartier du Bois l'Abbé dont la quasi-totalité de la population est étrangère à Champigny, le PCF parie sur une implantation locale structurée par quartier. Cette stratégie répond au morcellement social de la ville, aggravé par la construction des nouveaux grands ensembles de logements. Du coup, une nouvelle question se pose : cette stratégie d'implantation dans les nouveaux quartiers n'est-elle pas mise en œuvre aux dépens d'autres quartiers, qui votaient historiquement communiste ?

Chapitre 2 : Des militants aux candidats

La structure urbaine et sociale de Champigny-sur-Marne, nous l'avons vu, était en pleine mutation dans les années 1960 et 1970. Après avoir analysé dans notre premier chapitre les stratégies d'agrégation des nouveaux habitants au Parti communiste, nous nous intéresserons plus particulièrement aux listes électorales et aux candidats présents sur celles-ci. À cette fin, nous avons choisi d'étudier les élections municipales, celles qui indiquent le mieux l'ancrage communiste, car elles reflètent l'influence des militants sur leur lieu d'habitation. Ces scrutins offrent à une majorité encore large des électeurs, la possibilité de renouveler la confiance accordée au PCF, qui atteint son apogée électoral en 1977 : au lendemain des municipales, le Parti dirige 54 villes de la Petite couronne et 72 de la Grande.

Retraçons les parcours des candidats à Champigny. Pourquoi se sont-ils engagés ? Quelles raisons ont poussé le PCF à mettre certains profils en avant plus que d'autres ? Qu'est-ce qu'une bonne liste électorale pour le Parti ? À l'aide des archives de la préfecture du Val-de-Marne, nous comparerons les listes communistes entre elles et avec les listes adverses lors des élections de 1965, 1971 et 1977. Comment évoluent-elles d'un scrutin à l'autre ? Y a-t-il des différences fondamentales entre les profils des candidats communistes et d'union de la gauche d'un côté et de leurs adversaires de l'autre ?

Pour répondre à ces questionnements, nous analyserons d'abord l'impact à Champigny de l'union de la gauche, et notamment du Programme commun, ratifié

nationalement en 1972 entre le PCF et le Parti socialiste (PS). Nous étudierons ensuite les profils sociologiques des candidats aux élections municipales avant d'interroger l'absence d'une partie de la population campinoise dans ces listes.

L'union de la gauche à Champigny : une gauche plus forte, un PCF plus faible ?

Plusieurs facteurs expliquent que les scores électoraux du PCF aux municipales restent très bons sur toute la période, et ce malgré l'évolution sociologique de la population. Outre les stratégies d'implantation locale que nous avons soulignées, des facteurs nationaux entrent en ligne de compte. Au début des années 1960, le PCF entre dans une phase de déclin au niveau national. C'est pourquoi il tente de se présenter comme le « défenseur de la République menacée »⁴⁸ et le « garant des libertés locales »⁴⁹ après l'élection du général De Gaulle à une présidence dont il accentue, avec la constitution de la V^e République, le caractère personnel. De plus, durant les années 1970, les élus communistes doivent désormais composer avec la nouvelle France urbaine, celle des banlieues industrialisées.

Cette décennie est aussi marquée par l'émergence de nouvelles thématiques comme la promotion du cadre de vie ou la participation des habitants aux affaires locales.

La création en 1977 de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR) va en ce sens : elle relaie les nouvelles thématiques mises en avant par le PCF autour de la démocratie locale dans laquelle l'élu se trouve au cœur

⁴⁸ Tellier Thibault, « Le Parti communiste et la décentralisation ou comment appréhender le pouvoir local ? (1971-1983) », dans : Les territoires du communisme, Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), Armand Colin, 2013, p.91

⁴⁹ *ibid*

de la vie politique locale tout en prenant en compte les nouvelles attentes de ses administrés, majoritairement issu de villes très urbanisées.

Face à ces dynamiques nouvelles, des réflexions sur de nouvelles façons de penser la démocratie s'imposent de plus en plus au sein du PCF. Jusqu'alors, il apparaît comme un instrument de l'URSS, image qui accentue son déclin électoral. Depuis son éviction du gouvernement en 1947 jusqu'en 1958, il n'a cessé de reculer aux élections législatives, tout en se renforçant paradoxalement lors des scrutins municipaux dans la banlieue rouge. Ainsi, enclenchée au début des années 1960, la dynamique de « modernisation »⁵⁰ du PCF, initiée notamment par Waldeck Rochet, naît dans la prise de conscience par le Parti de la nécessité de se renouveler.

Le préambule des nouveaux statuts du PCF adoptés lors du XVII^e congrès en 1964 l'engage ainsi dans une nouvelle voie : le PCF se donne pour objectif d'agir « pour l'unité d'action des forces de la classe ouvrière et la réalisation d'un large front des forces démocratiques » afin « d'instaurer une démocratie authentique »⁵¹. Lors du même congrès, il décide de s'ouvrir au reste de la gauche, y compris lors des premiers

⁵⁰ Mischi Julian, « Chapitre 2 - Pour une histoire sociale du déclin du parti communiste », dans : Florence Haegel éd., *Partis politiques et système partisan en France*. Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2007, p. 69-101. URL : <https://www.cairn.info/partis-politiques-et-systeme-partisan-en-france--9782724610016-page-69.htm>

⁵¹ Cahiers du communisme, juin-juillet 1964, p. 485-486

tours d'élections locales⁵². Le Parti se convainc que, pour conduire la France au socialisme, il lui faudra conjuguer ses efforts avec ceux d'autres forces politiques.

Le successeur de Maurice Thorez au secrétariat général affirme même en 1966 : « Nous pensons qu'au cours de discussions franches et approfondies, il devrait être possible non seulement de réduire les divergences idéologiques qui séparent jusqu'ici communistes et socialistes, mais d'aboutir à des positions communes sur des questions essentielles, ce qui permettrait de faire un grand pas vers l'unité de la classe ouvrière. »⁵³

Cette orientation constitue une rupture dans la conception politique du parti, qui, pour retrouver son influence sur le plan national, soutient la candidature de François Mitterrand à la première élection présidentielle au suffrage universel, en 1965, puis signe, sept ans plus tard, un Programme commun avec le PS et les Radicaux de gauche. Il s'agit, affirment-ils ensemble, d'« instaurer une véritable démocratie politique et économique »⁵⁴ en France.

Dans la continuité de cette dynamique nationale lancée au congrès de 1964, le PCF élabore une « voie démocratique vers le socialisme », inséparable d'une prise de distance avec l'Union soviétique, dont il réprovoque en août 1968 l'intervention militaire contre le Printemps de Prague, avec les autres pays du Pacte de Varsovie.

⁵² *ibid*

⁵³ Waldeck Rochet, « Le marxisme et les chemins de l'avenir », conclusions du comité central d'Argenteuil sur les problèmes idéologiques et culturels (11-13 mars 1966), Cahiers du communisme, mai-juin 1966, p. 319.

⁵⁴ Programme commun, 1972

Mai et août 1968 débouchent ainsi, au-delà du Programme commun, sur une lecture nouvelle de la démocratie, un processus approfondi au cours des années suivantes. Y compris sur le plan théorique, avec la multiplication de textes tournant autour de la question démocratique, comme *Le défi démocratique* de Georges Marchais en 1973 ou, sur le plan local, *La gestion communale dans l'action*, de Marcel Rosette, maire de Vitry, ouvrage auquel contribuèrent une vingtaine d'élus communistes.

Ces travaux succèdent au *Manifeste de Champigny* publié en 1968, qui appelait les communistes à « repenser la transition vers le socialisme en France »⁵⁵. Ils débouchent sur le tournant que représente le XXII^e Congrès de 1976, qui prône « le socialisme dans la liberté ». L'année suivante, la campagne municipale offre l'occasion de réaffirmer l'engagement communiste en faveur de la démocratie locale, avec des élus appelés à prendre place « au cœur de la vie locale ».⁵⁶

C'est dans ce contexte que les maires communistes repensent également leur mode de gouvernance locale. D'ailleurs, l'augmentation constante depuis l'après-guerre du nombre de municipalités communistes, qui atteint un chiffre record en 1977, a probablement aussi stimulé la réflexion autour de la démocratie et des méthodes de gouvernement au sein du PCF. D'autant que la croissance du nombre de maires et de

⁵⁵ Jean Baudouin. "Le Manifeste de Champigny" du PCF de décembre 1968 ou comment repenser la transition démocratique vers le socialisme en France. *Démocratie et Révolution - Cent manifestes de 1789 à 2011*, Institut Catholique d'Etudes Supérieures, Nov 2001, Roche Sur Yon - Vendée, France.

⁵⁶ Tellier Thibault, « Le Parti communiste et la décentralisation ou comment appréhender le pouvoir local ? (1971-1983) », dans : *Les territoires du communisme*, Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), Armand Colin, 2013, p.91

conseillers municipaux communistes contraint ceux-ci à un apprentissage nouveau des modes de gouvernance, notamment locales.

Ainsi, les communistes sont donc appelés à partir de 1964, à s'ouvrir à la gauche et notamment au PS. Comment cette alliance se traduit-elle à Champigny ? Est-ce la raison pour laquelle le PCF remporte toujours les élections municipales, souvent dès le premier tour, alors même que la population de la ville a changé ? En somme, les communistes bénéficient-ils de l'union de la Gauche à Champigny ?

Pour comprendre comment se traduit l'alliance entre les communistes et les socialistes au niveau de la ville, attachons-nous à étudier les listes présentées à chacune des élections municipales. Nous avons répertorié la répartition des candidats communistes et socialistes sur les différentes listes présentées en 1965, 1971 et 1977, sachant qu'il y avait 33 places de conseillers municipaux en 1965, 37 en 1971 et 39 en 1977. Sur un total de 100, voici la répartition des listes électorales :

	année 1965	année 1971	année 1977
communistes	61,76	62,16	64,10
socialistes	14,7	13,51	28,20
autres	23,53	24,32	7,69

fig. 4 : répartition des communistes et socialistes sur les listes électorales (en pourcentage)⁵⁷

À la vue de ce tableau, nous observons que, d'une part, le pourcentage des communistes tend à stagner, et, d'autre part, que celui des socialistes augmente de manière conséquente entre l'élection de 1971 et celle de 1977. En revanche, les candidats du Parti socialiste unifié (PSU) et non apparentés, dont le pourcentage diminue sensiblement, font les frais de l'accord entre le PCF et le PS. Et pour cause : si le PCF et le PSU s'étaient alliés en 1965, Mai 68 a entraîné entre eux une discorde, qui a affecté les alliances nationales.

⁵⁷ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, résultats et listes des élections municipales de 1965 à 1983, carton 1711W1

Thibault Tellier montre que, dans le sillon du programme commun, le PCF a facilement sacrifié ses alliances avec l'extrême gauche, dont les listes concurrentes présentées par la suite ne lui ont guère porté ombrage. À Champigny, en 1965, le PSU était l'allié des communistes ; en 1971 sa liste autonome n'attire que 11,45% des voix, contre 52,43% pour la liste communiste et 36,11% pour la liste UDR. Le PCF privilégie donc bien dorénavant sa stratégie d'union privilégiée avec le PS, au détriment de son alliance avec l'extrême-gauche : loin d'être local, cet élargissement des listes aux socialistes en 1971 s'inscrit dans une dynamique nationale.

Mais en 1977, la préparation des listes à Champigny provoque de fortes tensions autour du nombre respectif de candidats communistes et socialistes. Ces désaccords s'étaient déjà manifestés en 1971⁵⁸, mais ils n'avaient pas empêché finalement un accord. En janvier 1977, au contraire, le PS décide de se retirer de la liste, accusant le PCF de ne pas respecter la répartition convenue. Finalement, les candidats du PSU seront victimes de ce bras de fer : une partie d'entre eux sera évincée au profit des candidats du PS. Ces discordes soulignent l'aspect national de l'accord autour du programme commun : si les communistes et les socialistes présentaient des listes d'union, les premiers avaient tendance à imposer leurs candidats. La conclusion du programme commun avantage les socialistes : elle leur offre un levier de négociation,

⁵⁸ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF Val-de-Marne, lettres échangées entre le PS et le PCF dans le cadre des élections de 1971, 179J 18

les communistes ne pouvant plus contester les conséquences locales de discussions nationales entre les directions des deux partis.

La présence de socialistes sur les listes d'union de la gauche profite cependant à celles-ci. Elle manifeste le large rassemblement de toute la gauche. De surcroît, les candidats socialistes n'ont pas les mêmes origines géographiques et sociales que les candidats communistes. Alors que le PCF est nettement mieux implanté dans les quartiers populaires, les candidats du PS sont plutôt issus de quartiers différents⁵⁹ : sur les 11 candidats socialistes, 7 viennent du centre-ville ainsi que du Tremblay et du Plant, plutôt aisés⁶⁰, et 3 des Mordacs, Boullereaux, et du Bois l'Abbé, moins aisés et plus récents. Une candidate, Genneviève Lechanteur, habite les cités-jardins. En somme, si le PCF se maintient, c'est en partie grâce à la présence sur ses listes de candidats socialistes représentant les quartiers moins populaires de la ville.

Une autre observation : entre 1971 et 1977, le score de la liste d'union de la gauche recule légèrement dans les quartiers anciennement acquis par le PCF comme les cités-jardins et le Plant alors qu'il progresse au Bois l'Abbé et aux Mordacs. Prenons les deux quartiers représentatifs de chacune de ces populations : le Plant d'abord, quartier

⁵⁹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, 1240W 2

⁶⁰ Savajols Roger, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

ancien et à majorité d'habitat pavillonnaire, plutôt aisé, et ensuite le Bois l'Abbé, dont la construction date de 1965, avec un habitat à majorité collectif et social :

- En 1971 et en 1977, la liste d'union de la gauche y est élue dès le premier tour. Mais on observe des disparités dans la répartition des scores. En 1971, au bureau 14 (les électeurs du Bois l'Abbé) elle enregistre au premier et unique tour un score de 69,89% ; alors qu'au bureau 6 (le Plant), elle rassemble 63,5% ;
- En 1977, les bureaux numéros 31, 32 et 33 (le Bois l'Abbé⁶¹) , la liste d'union de la gauche obtient 78,24% des voix, alors qu'elle en attire 58,18% dans les quatre bureaux du Plant, les numéros 7, 8, 9 et 10.
- On observe donc une augmentation de 9 points pour la liste d'union de la gauche entre 1971 et 1977 dans le quartier du Bois l'Abbé, alors qu'elle perd 5 points dans le quartier du Plant. Cette disparité peut s'expliquer peut-être partiellement par le changement de la tête de liste : décédé en 1975, l'ancien maire Louis Talamoni a été remplacé par Jean-Louis Bargero, un habitant du Bois l'Abbé. Il n'en demeure pas moins que cette régression dans le quartier du Plant est contrebalancée par une progression dans les quartiers plus neufs.

⁶¹ Entre les deux élections, il y a eu une mise à jour des bureaux, le nombre de bureaux de vote sur la ville passant de 29 à 38.

Ainsi, la présence de socialistes toujours implantés dans les quartiers où le PCF tend à s'effacer contribue à maintenir des bon scores pour la liste d'union de la gauche. Autre exemple de ce phénomène : le nombre de cellules du PCF et leur répartition dans la ville. En 1977, la section PCF de Champigny compte 57 cellules, dont 12 d'entreprise, 7 scolaires et 38 locales⁶². Parmi ces dernières, 6 sont situées au Bois l'Abbé, 5 aux Mordacs et seulement 2 au Plant et 3 à Cœuilly⁶³.

Enfin, si l'on choisit le prisme des listes adverses dans le quartier du Plant pour chacun des tours uniques de 1971 et 1977, la liste de droite Union des démocrates pour la République (UDR), dirigée par Jacques Lasne, obtient 26,19% en 1971 et 41,42% en 1977. Même en tenant compte de la présence d'une troisième liste de gauche « Espoir pour Champigny » en lice en 1971⁶⁴, la progression de la droite reste très importante,

Les communistes se présentent donc en alliance avec les socialistes sans que cela soit nécessaire à la victoire. Pire, cette alliance contribue à leur perte d'hégémonie dans certains quartiers.

⁶² Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section du PCF Champigny, bilan organisationnel présenté lors de la conférence de section de janvier 1976, 179J31

⁶³ *ibid*

⁶⁴ La liste dirigée par Robert Cazabat, démocrate socialiste, recueille une moyenne de 11,02% des voix sur le quartier du Plant.

Le choix des candidats, un processus millimétré

Si l'union de la gauche a impacté négativement les résultats des listes du PCF, le congrès de 1964 a joué un rôle essentiel d'un autre point de vue : il a contribué au rajeunissement, à la féminisation et au renouvellement des élus locaux. Comment cela se traduit-il localement ? À Champigny, dans le contexte que nous avons vu, le choix des candidats détermine la répartition des futurs élus par genre, classe, âge et origine géographique de la ville. C'est vrai dans toutes les villes de la « banlieue rouge », mais, à Champigny, à l'heure où le PCF cherche à se renforcer dans les nouveaux quartiers de la ville, il s'agit d'un enjeu décisif.

L'identité ouvrière

Pour mener à bien cette stratégie, le PCF tient à mettre en avant, dans la propagande électorale, l'identité ouvrière de ses candidats. Cette insistance, là encore, n'est pas propre à Champigny : nombre d'élus communistes, locaux comme nationaux, en ont fait leur cheval de bataille à la même époque⁶⁵. Pour le chercheur Julian Mischi⁶⁶, par exemple, la désouvriérisation du PCF s'est accompagnée de la mise en avant d'une identité ouvrière forte – elle sera progressivement abandonnée par la suite avant d'être de nouveau de mise dans les années 1980.

⁶⁵ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, 179J 4

⁶⁶ Mischi Julian « Vers un parti d'élus. La réorganisation locale du PCF dans les années 1980 et 1990 » dans : Les territoires du communisme, Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), Armand Colin, 2013, p.247

Ainsi, à Champigny, les archives du PCF démontrent de manière récurrente une volonté de présenter des listes diversifiées, notamment en termes d'origine socio-professionnelle. À preuve ce bilan d'une réunion de section de novembre 1964, qui inscrit clairement dans ses objectifs la constitution d'une « liste diversifiée »⁶⁷ comportant notamment « plus de femmes »⁶⁸. Afin de vérifier si cette stratégie s'avère effective, nous relevé les catégories socio-professionnelles auxquelles appartiennent les différents candidats présentés à l'élection municipale de 1965 en les comparant avec la répartition de ces catégories sur Champigny :

⁶⁷ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, bilan de réunion de préparation à l'élection de 1965, 179J 6

⁶⁸ *ibid*

	Professions libérales	Cadres	Employés	Ouvriers	Patrons de l'industrie et du commerce	Autres
Liste PSU	10.25%	0%	17.94%	30.76%	0%	35.89%
Liste PCF	5.12%	7.69%	17.94%	43.5%	0%	25.64
Liste de droite UDR	20.51%	25.64%	17.94%	7.69%	10.25%	17.94%
Total Champigny	5.46%	13.36%	21.18%	43.30%	8.32%	8.38%

Fig. 5 : La répartition des catégories socio-professionnelles selon les listes présentées à l'élection municipale de 1965^{69 70}

Nous avons ici croisé les archives de la préfecture avec les chiffres généraux de Champigny-sur-Marne trouvés dans le mémoire de maîtrise de Roger Savajols, lequel se fonde sur les cadastres. Il en ressort que la liste du PCF est celle qui présente la proportion d'ouvriers et de professions libérales la plus proche de leur répartition dans la ville en général. En revanche, elle ne comporte aucun patron et moins de

⁶⁹ Savajols Roger, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

⁷⁰ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, résultats et listes des élections municipales de 1965 à 1983, carton 1711W1

cadres, ce qui peut s'expliquer par une raison évidente de désintérêt électoral du PCF pour ces populations (et inversement).

De manière générale, il semble que la liste du PCF est celle qui représente le mieux la diversité sociale de Champigny. À un détail près : nous n'avons pas de chiffres plus précis sur le nombre d'enseignants à Champigny. La liste du PSU en présente pourtant une proportion significative (9/39) et celle du PCF une part notable (3/39). À l'époque, le discours tend à mettre en avant les ouvriers, mais aussi l'ouverture aux nouvelles couches sociales. Ces nouvelles classes laborieuses intègrent les couches moyennes et les intellectuels : à preuve ce nombre d'enseignants et professeurs qui s'accroît aussi bien à Champigny qu'au sein du PCF. Cet élargissement, prôné par le PCF lors du congrès de 1974, les communistes le justifient par le fait que le capitalisme monopoliste d'État étend l'exploitation à de nouvelles couches sociales, et qu'il faut donc rallier dans ces dernières tous ceux qui aspirent au changement. La présence croissante de techniciens et cadres dans les listes présentées par le PCF répond également à leur essor dans la société en général⁷¹.

Allons plus loin : Julian Mischi⁷² montre que plus le poste est élevé, et plus il sera occupé par un intellectuel alors que les permanents du PCF demeurent toujours des anciens ouvriers. Cette analyse se vérifie à Champigny. Un exemple flagrant : il

⁷¹ Mischi Julian « Vers un parti d'élus. La réorganisation locale du PCF dans les années 1980 et 1990 » dans : Les territoires du communisme, Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), Armand Colin, 2013, p.247

⁷² Mischi Julian « Vers un parti d'élus. La réorganisation locale du PCF dans les années 1980 et 1990 » dans : Les territoires du communisme, Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), Armand Colin, 2013, p.247

aurait semblé logique que Pierre Vincenot, premier adjoint de Louis Talamoni, succède à ce dernier à sa mort en 1975. Sept conseillers votent d'ailleurs en ce sens⁷³. Pourtant, c'est Jean-Louis Bargero qui est choisi : Pierre Vincenot, ouvrier photogaveur, est réélu en 1977 comme simple conseiller alors que Jean-Louis Bargero, professeur, prend la tête de la liste.

Notons au passage que la dynamique d'union de la gauche accroît à l'échelle nationale le nombre d'élus communistes durant la décennie 1970 sur la France, le record étant battu en 1977 avec 1 500 maires communistes. Grâce à cette stratégie, les communistes compensent leur perte d'influence aux législatives nationale par une ascension aux municipales, laquelle leur permet en retour de gagner un certain nombre d'élus nationaux – des parlementaires issus des bastions communistes.

Revenons au tableau (fig. 5) et penchons-nous plus précisément sur la liste communiste. Sa composition nous semble le résultat d'une stratégie d'implantation qui se reflète géographiquement. Si nous prenons une carte de Champigny, plusieurs faits sautent aux yeux. Certes, il est difficile d'étudier les résultats sur toute la ville en raison du caractère hétérogène de celle-ci. La construction par la Mairie de Paris de nouveaux quartiers, notamment ceux du Bois l'Abbé et des Mordacs, ont accentué cette hiérarchisation sociale. On peut ainsi dégager plusieurs aires géographiques

⁷³ Notice du Maitron, notice VINCENOT Pierre, Georges par Emmanuel Hagen, Claude Penetier, version mise en ligne le 28 octobre 2009, dernière modification le 28 octobre 2009. URL : <https://maitron.fr/spip.php?article75038>,

correspondant chacune à une tendance socio-économique des habitants. Champagny se compose de trois parties : d'abord les zones pavillonnaires résidentielles du centre historique au niveau de Cœuilly, du Tremblay/Polangis et du Plant ; ensuite les zones un peu plus récentes comportant une majorité d'habitations collectives résidentielles sur les bords de Marne et sur l'avenue de la République, au niveau du quartier du Maroc et du centre ; enfin deux grands ensembles de logements sociaux nouvellement construits (le premier avec les cités-jardins, les Boullereaux et la cité militaire, le second au niveau de la cité des Lyones, des Mordacs et du Bois l'Abbé).

Cette structuration, qui impose une relégation spatiale aux classes populaires, explique aussi une transformation de la présence du PCF dans la ville : alors que les sociabilités ouvrières dans les années 1950 et 1960 s'opéraient essentiellement au centre des villes ouvrières, les centres-villes ont connu un embourgeoisement progressif qui a repoussé les classes populaires vers les cités d'habitat collectif. Cette évolution représente un défi pour le PCF, qui doit intégrer ces nouveaux espaces, non sans une difficulté supplémentaire : si la concentration des ouvriers constituait le point fort du parti, ceux-ci se retrouvent désormais éparpillés et les classes populaires moins homogènes (plus nécessairement ouvrières).

D'où une « désouvriérisation » qui se traduit dans le discours communiste : pour Mischi, il tend à partir des années 1970 à évoquer moins les réalités proprement

ouvrières que les « pauvres » et les « exclus »⁷⁴. En 1977, les tracts de la section PCF de Champigny dénoncent « la vie chère » et « l'exploitation des miséreux » et exigent « un logement pour les pauvres »⁷⁵. C'est en effet la période où le parti axe sa propagande sur les « 16 millions de pauvres » et engage des actions contre les expulsions et les saisies. Toujours en 1977, il lance une campagne nationale contre la pauvreté, sans référence spécifique à la classe ouvrière.

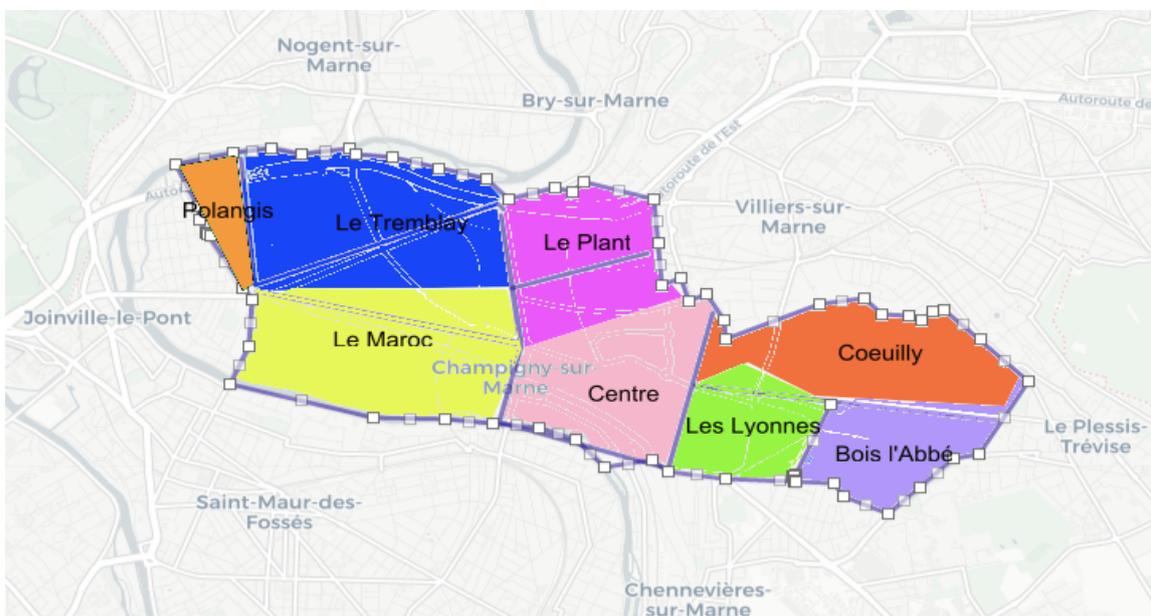


Fig. 6 : Le morcellement par quartier à Champigny-sur-Marne

Pour comprendre le morcellement géographique de la ville, prenons quelques chiffres. Dans la zone ancienne, Coeuilly et le centre se caractérisent par une

⁷⁴ Mischi Julian « Vers un parti d'élus. La réorganisation locale du PCF dans les années 1980 et 1990 » dans : Les territoires du communisme, Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), Armand Colin, 2013, p.247

⁷⁵ Archives départementales du Val-de-Marne, tracts diffusés par la section PCF Champigny au bois l'Abbé en avril 1977, carton 179J 49

population à majorité vieillissante, peu active et habitant à Champigny depuis longtemps⁷⁶. À l'inverse, la population du quartier du Bois l'Abbé est très jeune, bien en dessous de la moyenne de la ville.

	0-19 ans	20-64 ans	65 ans et plus
Bois l'Abbé	51.19%	47.16%	0.94%
Champigny	34.3%	57%	8.7%

Fig. 7 Répartition de la population par âge^{77 78}

La pyramide des âges apparaît déséquilibrée. Alors que la répartition moyenne de Champigny ressemble à celle du pays, dans le quartier du Bois l'Abbé elle est au contraire disproportionnée : la part de la population active y est largement inférieure à la moyenne de la ville (33% contre 45%⁷⁹), entraînant un niveau social général plus bas. La part des ouvriers y est aussi supérieure à la moyenne de la ville (48% contre 43%⁸⁰). Le PCF a donc affaire à de tout nouveaux quartiers de plusieurs milliers

⁷⁶ Roger Savajols, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

⁷⁷ Roger Savajols, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

⁷⁸ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, 2116 W 7

⁷⁹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, 1240W2

⁸⁰ Roger Savajols, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

d'habitants (près de 5 400 logements y ont été construits en dix ans⁸¹), composés de populations jeunes et ouvrières qui forment sa principale cible⁸². Ce phénomène explique certainement la stratégie d'implantation du Parti dans certains quartiers plutôt que d'autres.

Réelle présence féminine ou simple application des statuts ?

Les nouveaux statuts adoptés par le PCF lors de son congrès de 1964 appellent à accroître la part des femmes dans les listes présentées aux élections.⁸³ On retrouve cette exigence d'une meilleure représentativité féminine dans les débats de la section lors des différentes élections.⁸⁴ En 1971, la discussion préliminaire à l'élaboration de la liste porte notamment sur la volonté de présenter « plus de femmes », sans toutefois qu'un chiffre soit fixé. Dans aucun procès-verbal de réunion ne figure le nombre de femmes, *a fortiori* les noms des femmes que le Parti veut mettre en avant : il est seulement question de « rajouter des femmes »⁸⁵. À cette première lecture des

⁸¹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds presse, Champigny notre ville, numéro 70, janvier 1975, P102

⁸² Roger Savajols, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

⁸³ Statuts du PCF après le congrès de 1964

⁸⁴ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, documents faisant état des débats de section sur les futures listes à présenter, cartons 179J 18, 179J 33, et 179J49

⁸⁵ Terme utilisé par Michel Lagneau lors d'une réunion en préparation de la campagne de 1971, archives départementales du Val-de-Marne, 179J 18

archives, on pourrait s'attendre à ce que, non chiffrée, cette féminisation ne se réalise pas.

de 1965 à 1977. La liste de 1965 est celle qui présente le moins de femmes (6 sur 33 candidats). Celle de 1971 en compte 9 sur 37 et celle de 1977 10 sur 39. Sur 100, cela donne 18% de femmes en 1965, 24% en 1971 et 26% en 1977. Il y a donc bien une augmentation au cours de la décennie. Comparée avec les autres listes, celle d'union de la gauche comporte la part de femmes la plus élevée y compris parmi les adjoints) la liste UDR présente successivement à ces trois élections 2, 4 et 3 femmes, soit 6%, 11% et 8%.

Pour autant, les archives du PCF n'indiquent pas que l'objectif de présenter plus de femmes ait été accompagné d'un objectif d'adhésion ou de formation de plus de femmes. D'où cette question légitime : la présence plus importante de femmes sur les listes du PCF implique-t-elle une plus grande place de ces dernières dans la prise de décision. Pour y répondre, nous avons comparé l'évolution de la part des adjointes sur la même période. En 1965 la liste comptait deux adjointes. En 1971 aussi : Denise Foucart, troisième adjointe, et Madeleine Hamon, cinquième. En 1977 il y en a 3 : Simone Gaudichon, Lucienne Menuet et Joëlle Sztulzaft. La place des femmes augmente donc relativement peu au Conseil municipal de Champigny.

Ajoutons que les femmes présentées sur les listes sont soit des cadres soit des « ménagères »⁸⁶. À titre de comparaison, Julian Mischi observe dans la fédération

⁸⁶ Dénomination des femmes au foyer sur les listes communistes

communiste de Meurthe-et-Moselle une augmentation beaucoup plus sensible de la part des femmes dans sa direction : celle-ci fait plus que doubler entre 1966 et 1976. S'il s'agit là d'une fédération communiste et non de listes électorales (qui ne présentent d'ailleurs pas seulement des communistes), on note une nette certaine féminisation des cadres. De surcroît, Mischi observe que, si les « ménagères » sont de plus en plus présentes parmi les adhérentes, ce sont les femmes actives qui accèdent aux responsabilités. Cette évolution au sein du PCF va de pair avec le développement, dans les mêmes années, du salariat féminin, lequel concerne toutefois beaucoup moins les couches les plus populaires que les diplômées.

Quel renouvellement ?

Un autre argument est mis quasi-systématiquement en avant dans les réunions préparatoires aux élections : le changement dans les profils. Les statuts de 1964 insistent également sur le fait de « renouveler les listes »⁸⁷, - c'est-à-dire laisser de la place aux jeunes. Ainsi, en 1971, la section PCF de Champigny met-elle en avant la nécessité de proposer des places sur la liste à « des camarades expérimentés »⁸⁸ et plus généralement de donner aux jeunes « toute leur place dans la gestion de la cité ».⁸⁹

⁸⁷ Orientation du congrès de 1964

⁸⁸ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, bilan de la réunion du comité de section d'octobre 1970, 179J 18.

⁸⁹ *ibid*

Cette volonté de renouvellement est-elle respectée ? Comment se traduit-elle ? Et quels profils le PCF met-il en avant ?

D'abord, il convient d'analyser la proportion de candidats sortants à chaque élection en les comparant à la totalité des candidats réélus. En 1965 on dénombre 17 candidats sortants sur 33 au total, en 1971, 16 sur 37 et 14 sur 39 en 1977⁹⁰, soit respectivement la moitié, un peu moins et le tiers.

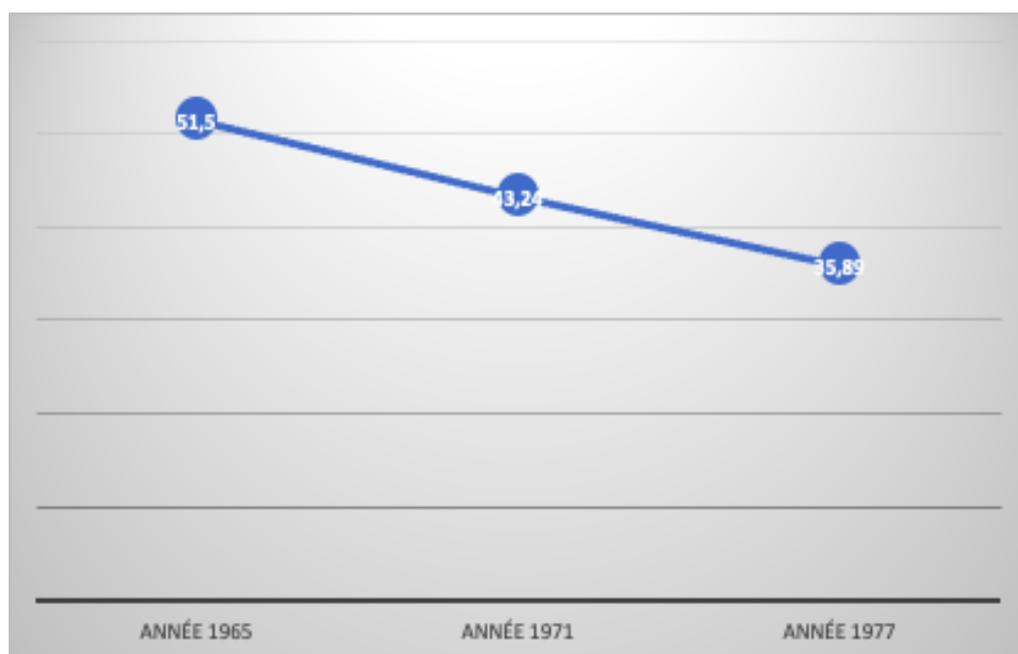


Fig. 8 : évolution de la part des candidats sortants sur les listes d'union de la gauche (en pourcentage)

⁹⁰ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, listes électorales de 1977, 1711W1

Ces résultats s'expliquent d'abord par un rajeunissement de la section du PCF, notamment du fait d'une augmentation du nombre d'adhérents au MJCF (*cf.* fig 1). Nous avons vu que sa population très jeune (*cf.* fig 7) caractérise le quartier du Bois l'Abbé, où le PCF s'implante massivement dans les années 1970 avec un nombre d'adhérents et de cellules bien supérieur au reste de la ville⁹¹.

Que signifie concrètement le renouvellement d'une part croissante des candidats présentés sur les listes du PCF et de l'union de la gauche ? Se traduit-il par de nouvelles pratiques ? Fait-il l'objet d'une politique continue ? S'accompagne-t-il pour les candidats communistes d'un rajeunissement en âge et en date d'adhésion au PCF ?

Dans leur matériel de propagande électorale, les listes dirigées par le PCF aux différentes élections mettent en avant la « jeunesse »⁹² des candidats présentés. En 1971 par exemple, le MJCF, en lien avec le PCF, publie un appel de 1 000 jeunes à voter PCF aux municipales au nom des revendications suivantes : droit de vote à 18 ans, création d'emplois *via* la nouvelle zone industrielle, droit aux loisirs et à la culture et amélioration des transports⁹³. De même, en 1977, le MJCF publie une affiche dans

⁹¹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF Champigny, Bilan organisationnel de 1970, 179J 16

⁹² Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, tracts de propagande municipale, cartons 179J 18 et 33

⁹³ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, affiche « 1000 jeunes appellent à voter Talamoni », 179J 18

laquelle on peut lire « Les jeunes à la mairie ! », accompagné d'un « Appel de la jeunesse campinoise pour le soutien de la liste d'union conduite par J.-L. Bargerio » illustré par les photos de trois candidats : Philippe Chrétien âgé de 23 ans, Christian Favier âgé de 26 ans et Alain Paton âgé de 23 ans⁹⁴.

Pour ce qui est de l'âge des candidats, la moyenne sur cette même liste de 1977 est de 40 ans, l'âge médian se situant à 39 ans. Par comparaison, la moyenne était de 39 ans en 1971 et de 42 ans en 1965. Il n'y a donc pas d'évolution particulière. Curieusement, on n'observe pas non plus de grande différence si l'on compare les listes du PCF avec les autres. C'est indûment que le PCF se présenter comme « le parti de la jeunesse à la mairie »⁹⁵ : en 1965, la liste de droite a une moyenne d'âge de 42 ans et une médiane à 43 ans ; en 1971, une moyenne d'âge de 43 ans et une médiane à 45 ; et en 1977 une moyenne à 43 ans et une médiane à 44 ans. Ces listes de droite ne sont donc pas nettement moins jeunes que celles de l'union de la gauche. En revanche, la troisième liste en lice en 1971, celle du PSU, comporte un grand nombre de candidats jeunes : sa moyenne d'âge est de 37 ans avec une médiane située à 35 ans.

Nous avons aussi croisé les noms des candidats communistes présentés sur la liste d'union de la gauche en 1977 avec leur date d'adhésion au PCF. En moyenne,

⁹⁴ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, appel à soutien de la jeunesse, carton 179J 33

⁹⁵ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, appel à soutien de la jeunesse, carton 179J 33

l'année d'adhésion des 25 candidats communistes au PCF est 1958. Autrement dit, à l'époque, les candidats présentés par le PCF ont adhéré depuis 19 au Parti. Ce chiffre paraît très élevé par rapport aux objectifs mis en avant par la section lors des réunions de préparation des élections de même qu'aux directives des statuts de 1964. On n'y compte que 5 candidats ayant adhéré depuis 5 ans ou moins. Ce chiffre est d'autant plus étonnant que, dans le droit fil du Congrès de 1974, Gaston Plissonier, secrétaire à l'organisation du PCF, affirmait : « Il faut stimuler l'élection de nouveaux militants dans les directions et à tous les niveaux. »

Cette orientation, note Mischi, semble bien appliquée dans les directions fédérales : il compte 77 fédérations sur 97 dirigées par un responsable ayant pris ses fonctions dans les six années précédentes. Mais à Champigny, le rajeunissement semble tout relatif. On pourrait penser qu'il ne s'agit que des candidats aux élections, qui ne sont donc pas nécessairement les dirigeants du parti, mais le responsable de section, Michel Lagneau, d'ailleurs d'origine ouvrière, paraît inamovible durant toute la période étudiée. De plus, il n'est élu qu'une seule fois, comme simple conseiller municipal, en 1977. Cela manifesterait-il une éventuelle division sociale au sein des communistes de Champigny ? Élus et adjoints seraient d'origine plus aisée que les permanents de section, en général ouvriers. Ce constat converge avec l'analyse de Julian Mischi : il observe que, plus l'échelon est élevé, plus les postes occupés le sont par des intellectuels ou des cadres alors que les permanents du Parti sont systématiquement d'origine ouvrière. Dans les deux cas, frappe une certaine

longévité, qui freine le renouvellement des candidats présentés aux municipales à Champigny.

Que déduire de ces chiffres ? Premièrement, le PCF surestime, dans sa propagande électorale, la représentation des jeunes dans ses listes : elle n'est finalement pas très différente de celle des autres listes. Secondement, cela en dit long que la conception qu'a le PCF de la jeunesse dans les années 1970 : pour lui, elle ne semble pas former un groupe social bien défini, et ses frontières demeurent source de nombreux débats internes à l'échelle nationale. Ces réflexions autour de la jeunesse et de la définition de celle-ci ont toujours été, depuis la création du PCF en 1920, un élément marqueur de ce parti, qui le différencie des autres en France, comme le note Guillaume Roubaud-Quashie⁹⁶. En quoi la jeunesse forme-t-elle un groupe spécifique et quelle organisation doit répondre à ses besoins ? Ces questions ont toujours fait l'objet de désaccords, parfois de discordes. Et les réponses ont évolué au cours des décennies : par exemple, au début du siècle, le Parti ouvrier de Jules Guesde remet en cause la pertinence d'organiser la jeunesse indépendamment du parti, ne trouvant pas de définition politique à celle-ci⁹⁷.

Champigny ne fait donc pas exception : on ne trouve pas, dans la propagande électorale du PCF comme du MJCF, de définition précise de ce que l'on entend par le mot « jeunesse ». De même, si l'affiche du MJCF de 1971 citée précédemment,

⁹⁶ Quashie-Roubaud Guillaume, « Jeunesse et communisme : une vieille histoire ? » dans La Revue du projet, n°59, septembre 2016

⁹⁷ *ibid*

souligne le nombre de candidats jeunes de la liste, on découvre dans les archives que le plus jeune candidat présenté cette année-là par le PCF est alors âgé de 33 ans⁹⁸, ce qui peut nous interroger sur la conception de la jeunesse. Sauf si l'on se réfère à sur la place qu'occupe une personne dans la société plus qu'à son âge : un candidat de 28 ans travaillant depuis longtemps ne sera sans doute pas considéré de la même manière qu'un autre du même âge, mais encore étudiant. Les deux étudiants présents sur la liste de 1977 ont en l'occurrence 26 et 28 ans.

La survalorisation de la jeunesse peut également s'expliquer par la diversité des profils que veut mettre en avant le parti. Celle-ci correspond en effet à un idéal : de même que l'identité ouvrière est présentée dans la propagande électorale comme « naturelle » pour le Parti, alors même que les ouvriers représentent certes une part non négligeable des candidats mais pas la majorité (*cf.* fig. 5), de même le PCF veut passer pour « le parti des jeunes » alors qu'il ne l'est pas vraiment. Une grande part des bulletins municipaux *Champigny notre ville* traite des écoles, des maisons de jeunes et des vacances pour les enfants⁹⁹.

⁹⁸ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, procès-verbal envoyé aux cellules en octobre 1970, 179J 18

⁹⁹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds presse, Champigny notre ville, P102

Les grands absents : oubli ou objectif politique ?

Cette variété des profils valorisés par le PCF pose une dernière question : *quid* des profils absents ? Les listes dirigées par le PCF sont, finalement, très uniformes : elles se composent d'ouvriers qualifiés, d'enseignants, d'employés et de femmes. En revanche, on n'y compte aucun chômeur et très peu d'ouvriers non qualifiés et de femmes ouvrières, la plupart des candidates étant des employées ou femmes au foyer. Est-ce une absence stratégique ? Un « oubli » par calcul électoral ? Et dans les autres « banlieues rouges » ? Et qu'en est-il dans les autres partis de Champigny ?

Les biais à l'engagement

Ces « oublis » pourraient s'expliquer tout simplement par l'absence de ces catégories parmi les militants communistes. Mais pourquoi les chômeurs, femmes ouvrières et ouvriers non qualifiés ne s'engageraient-ils pas au PCF ? Là encore, nous pouvons imaginer plusieurs hypothèses.

La première serait la rotation des locataires sur la double décennie 1960 et 1970. Dans leur ouvrage *La Banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, David Gouard et Bernard Pudal analysent l'évolution du rapport des classes populaires au PCF à Ivry¹⁰⁰. Ils observent pour la période des années 1970 une rotation des locataires

¹⁰⁰David Gouard, *La banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Le Bord de l'eau, coll. « Clair & Net », 2014, Préface de Bernard Pudal.

de l'habitat social qui aurait affaibli l'impact des communistes *via* les sociabilités locales.

À Champigny, la construction de logements est censée avantager le PCF dans la mesure où il s'implante facilement dans ces nouveaux quartiers. Mais cette idée reçue est contredite par une étude du rapport entre le nombre d'habitants des quartiers où le PCF rassemble le plus de voix et le nombre d'adhérents qu'il y organise. Ainsi, au Bois l'Abbé et aux Mordacs où la liste menée par les communistes enregistre des scores records (de 70% à 80% des voix), les cellules de ces quartiers ne comptent en 1975 que 300 adhérents sur 1200¹⁰¹ et ce sur 20 000 habitants¹⁰². Seuls 1,5% de la population sont membres du Parti qui pourtant y rassemble les deux tiers des voix des inscrits. Mais le quartier où le PCF est le mieux implanté, le Bois l'Abbé, est aussi celui où le nombre de chômeurs est le plus élevé de la ville¹⁰³. Toutefois ces derniers sont rares parmi les adhérents du PCF.

Ces réflexions nous amènent à une nouvelle problématique : comment concilier la lutte des classes et la croissance des couches sociales intermédiaires ? Le PCF en débat nationalement à partir du début des années 1960, mais elle n'apparaît réellement à Champigny qu'à la fin de la décennie. Pour la comprendre, il faut noter un élément fondamental dans le rapport du PCF aux habitants des villes qu'il dirige

¹⁰¹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF Champigny, 179J 30

¹⁰² Roger Savajols, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

¹⁰³ *Ibid*

: historiquement, les archives le montrent, le Parti s'est construit dans les banlieues ouvrières autour de ses cellules d'entreprises. À Champigny, il y en avait un certain avant les années 1960 : 12 sur les 57 cellules recensées. Mais, avec la construction des nouveaux quartiers étudiée plus haut, la présence communiste s'est renforcée dans les habitations tout en reculant dans les entreprises. Il s'agit moins d'une perte d'adhérents dans les cellules d'entreprises, en tout cas à cette période (la délocalisation des usines Serinox et d'une partie d'Air liquide interviendra plus tard, dans les années 1980), que de la hausse de la proportion d'habitants ne travaillant pas sur la ville : dans le nouveau quartier du Bois l'Abbé, un tiers de la population active travaille à Paris, et plus de 60% ne travaillent pas sur Champigny¹⁰⁴. Cette tendance, qui augmente avec la construction en 1972 de la zone de Marne-la-Vallée, expliquer que le PCF privilégie de fait son implantation locale *via* les cellules de quartier.

Julian Mischi¹⁰⁵ observe un remodelage de l'action militante dans les années 1970 : longtemps cheval de bataille du PCF, seule force politique majeure à le promouvoir alors que le militantisme en entreprises connaît un recul avec la diminution du nombre de cellules qui y sont implantées au profit des cellules de

¹⁰⁴ Serge Bouchon, *Étude sur le grand ensemble de Champigny-Chennevières*, diplôme de maîtrise de géographie urbaine de Paris 1, 1978-1979, sous la direction de M. Rochefort, Archives départementales du Val-de-Marne, TH86

¹⁰⁵ Mischi Julian « Vers un parti d'élus. La réorganisation locale du PCF dans les années 1980 et 1990 » dans : *Les territoires du communisme*, Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), Armand Colin, 2013, p.247

quartier. D'une part, le renouvellement militant se produit moins dans les usines et plus localement, avec notamment l'arrivée en nombre d'enseignants et plus généralement d'intellectuels. D'autre part, l'essor des transports favorise le travail en dehors du territoire d'habitation, particulièrement des banlieues. Ce second point concerne particulièrement Champigny : alors que le nombre d'usines demeure le même, le nombre de travailleurs tend à augmenter dans le tertiaire. De plus, on l'a noté, nombre de salariés travaillent hors de la ville. Or plus les habitants d'un même quartier travaillent loin, plus ils se retrouvent isolés dans leurs entreprises, et plus le temps de transport augmente. Voilà autant de facteurs qui, comme l'analyse Mischi, freine l'engagement dans l'entreprise et le favorise sur le plan local. Dès lors, la cellule de quartier tend à s'imposer au détriment de la cellule d'entreprise.

Conclusion

Pour résumer, on peut définir ainsi la liste-type dirigée par les communistes : elle comporte une bonne part d'ouvriers, d'enseignants, quelques femmes et quelques représentants des professions libérales, mais rarement des cadres supérieurs et jamais de patron. L'union de la gauche tend à renforcer les scores de la liste tout en participant à la perte d'hégémonie du PCF sur certaines zones. Ce phénomène contradictoire est accentué par le morcellement géographique et social de la ville, surtout construite par zones socialement homogènes. Il n'en demeure pas moins que les communistes se targuent du caractère mixte de leurs listes. Si cette mixité s'avère moins réelle qu'affichée, elle contribue à une stratégie électorale plutôt efficace, qui se conjugue avec une implantation réussie du PCF. Celle-ci demeure néanmoins fragile du côté des populations absentes sur les listes.

Chapitre 3 : Les biais d'une omniprésence communiste

Après cette étude des candidats communistes et d'union de la gauche à Champigny, nous nous interrogerons sur le paradoxe mis en exergue dans notre chapitre 2 : comment les communistes, qui restent majoritaires dans les listes et obtiennent de très bon scores aux élections municipales tendent-ils à perdre de leur hégémonie ? Pour tenter de répondre à cette question, nous étudierons la propagande électorale des listes adverses, notamment de la droite, pour en dégager les critiques faites à la majorité municipale et particulièrement au PCF. En guise de comparaison, nous croiserons ces critiques avec celles développées dans d'autres communes pour déterminer si Champigny constitue une exception. Nous nous concentrerons ainsi sur deux critiques principales : d'une part la bétonisation d'une ville autrefois champêtre, et d'autre part l'omniprésence communiste dans les espaces d'expression publique de la ville.

Des bilans de mandats controversés

Pour les communistes de l'époque considérée, c'est un défi de taille : face à des adversaires qui peuvent argumenter sur les échecs de la municipalité, comment défendre leur action et conserver la ville, en misant sur de nouvelles thématiques afin de ne pas répéter les mêmes campagnes à chaque élection. Les communistes s'appuient évidemment d'abord sur un bilan qu'ils jugent positif. Et, pour être convaincants, ils incluent la population dans leur appréciation du bilan, même lorsque ce n'est pas le cas. Par exemple, pour la campagne du second tour en 1965, les militants du PCF ont rédigé un même appel qu'ils font signer par les habitants du quartier concerné, dans lequel on peut lire :

« Les soussignés, habitant le quartier du Centre (...) apprécient les réalisations municipales créées pour le lieu de tous dans notre quartier :

- *les logements HLM*
- *Les écoles*
- *La voirie*
- *Aménagement des bords de Marne etc. ...*

Ils apprécient également les réalisations sociales dans tous les domaines : colonies de vacances, classes de neige, aide aux vieux travailleurs, aux familles en difficultés, aux travailleurs en lutte pour leurs revendications etc. ... »¹⁰⁶

¹⁰⁶ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section du PCF Champigny, campagne municipale de 1965, carton 179J 6

Cet appel, rédigé de la même manière mais adapté à chaque année se double lors de chaque campagne électorale d'une étude de satisfaction publiée dans le journal de la ville¹⁰⁷.

Lors des quatre campagnes de 1965, 1971, 1977 et 1983, la propagande électorale du PCF fait systématiquement référence au bilan de mandat. Nous avons référencé les thématiques mentionnées dans le tableau ci-dessous, en nous fondant sur le journal municipal *Champigny notre ville*. Pour chaque année, nous avons pris l'édition de mars et compté le nombre de pages, simples ou doubles, consacrées à la thématique citée.

¹⁰⁷Archives départementales du Val-de-Marne, fonds presse, Champigny notre ville janvier 1971, P102

	année 1965	1971	1977	1983
Construction/aménagement des logements	8	10	13	12
Loyers	0	3	2	2
Transports	2	4	3	3
Écoles/éducation	12	14	13	16
Assainissement	2	2	1	0

fig. 9 : le nombre de pages consacrées par thématique dans les bulletins municipaux de mars de chaque année d'élection municipale entre 1965 et 1983

Les bulletins sont souvent organisés de la même manière : le tiers environ est consacré à l'éducation, une bonne partie aux logements et le reste se partage en différentes autres thématiques selon l'actualité. L'exemple plus flagrant de la mainmise communiste sur les informations municipales est le bulletin de février 1971, qui publie en couverture un portrait de Louis Talamoni, maire-candidat avec l'annonce de sa candidature à sa succession. En dessous de son portrait il est écrit :

« Louis Talamoni, pour la poursuite de la gestion sociale, moderne et démocratique ».

Le même numéro est d'ailleurs entièrement consacré à la propagande électorale : on y trouve un bilan intitulé « Six années de gestion », le projet de

programme, la liste présentée avec la présentation de chaque candidat accompagnée d'un message de chaque parti de gauche présent sur la liste.

Un des contre-arguments régulièrement assénés par la droite lors des élections municipales concerne la bétonisation de la ville. Au-delà des logements, que nous avons déjà étudiés, l'opposition rend la zone industrielle du Plateau responsable de la fin des petits commerces¹⁰⁸. Car, à la fin des années 1960, la destruction du bidonville et le relogement de ses habitants libèrent une zone importante de 11 hectares. Très vite, l'avenir de cette zone devient un sujet de discorde entre les pouvoirs locaux et la mairie de Paris, qui veut y bâtir 5 000 logements¹⁰⁹. La mairie de Champigny l'emporte finalement : en rachetant la totalité du Plateau, elle crée une zone industrielle permettant de maintenir l'emploi sur la ville. Celle-ci est promue par la majorité municipale comme concurrente à la nouvelle zone de Marne-la-Vallée, jugée responsable de la perte d'hégémonie de Champigny depuis les délocalisations.

Un petit retour en arrière s'impose ici. À partir des années 1960, Paul Delouvrier, alors délégué général du district de la région parisienne, impulse une nouvelle politique pour limiter la concentration urbaine des métropoles, en particulier à Paris. Il prend en 1965 l'initiative de l'élaboration en 1965 du projet

¹⁰⁸ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du val-de-Marne, propagande électorale, 1240 W3

¹⁰⁹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds presse, Champigny notre ville mars 1968, P102

des villes nouvelles, qui vise à créer des pôles urbains autour de Paris : cinq villes nouvelles doivent voir le jour en Île-de-France, dont une à l'est. En 1972, la création de l'Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée officialise la mise en chantier de la future ville nouvelle, proche de Champigny, compliquant d'autant la situation de l'emploi dans la commune. Alors que cette dernière se développe et connaît une hausse du prix de ses terrains comme de ses logements, la future zone de Marne-la-Vallée représente une aubaine pour nombre de grands groupes.

La concurrence est d'autant plus périlleuse que, contrairement à Champigny, Villiers-sur-Marne, commune limitrophe, est inscrite dans le projet de Marne-la-Vallée, alors même que Champigny s'était vue refuser cette assignation¹¹⁰. En 1972, le PCF se prononce alors contre les établissements publics territoriaux, y compris sur la zone de Marne-La-Vallée. Lors de l'assemblée générale des maires tenue à Montreuil en mars, Marcel Rosette, maire de Vitry-sur-Seine, qualifie la nouvelle réforme d'« autocratique ». Les communistes dénoncent les pleins pouvoirs octroyés aux préfets qui ont la mainmise sur la nouvelle institution. Pour les élus communistes, il s'agit d'une « déconcentration technocratique de l'appareil d'État » et non d'une décentralisation. Pour eux, faute de ressources propres, les collectivités locales ne peuvent jouir d'aucune autonomie. C'est un nouveau défi, particulièrement à Champigny qui subit la concurrence croissante de Marne-la-

¹¹⁰ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds presse, Champigny notre ville octobre 1972, P102

Vallée, notamment en termes d'emploi. C'est pourquoi la municipalité lance à l'époque la zone industrielle du Plateau, censée répondre à ce phénomène. Mais cette décision pose un nouveau problème : la bétonisation accrue de la commune, au détriment de ses espaces verts.

Une partie des Campinois – et pas seulement ceux du centre-ville – critique cette bétonisation. Ainsi, en 1978 Serge Bouchon, qui a habité au Bois l'Abbé entre 1974 et 1976, écrit en introduction de son mémoire de maîtrise sur le grand ensemble du Bois l'Abbé :

«Je n'ai jamais supporté d'avoir pour horizon le béton de l'immeuble 'barre' de 10 étages d'en face, qu'il n'y ait aucun arbre de plus de 2 mètres autour de mon immeuble, de trouver régulièrement des ordures et des excréments dans les ascenseurs (quand ils fonctionnaient) et dans les escaliers, de faire des courses dans un centre commercial sinistre, gris, non terminé et déjà à moitié écroulé (plafond par exemple) froid et ouvert à tous les courants d'air, d'entendre la voisine du dessus engueuler ses mômes qui jouent d'ailleurs très souvent aux billes, un peu trop à mon gré, ou son mari s'entraîner à la perceuse le dimanche matin. J'ai toujours voulu m'évader de cette cité, le mercredi, le week-end à vélo ou chez mes grands-parents dans les pavillons de Coeuilly (juste à côté), pendant les vacances ou en camping. Nous avons très rapidement souhaité nous en aller de cette cité au plus vite, et nous avons régulièrement visité les pavillons les moins chers que les

agences nous proposaient pendant ces deux ans. Mais j'ai également constaté que si la majorité des gens ne supportaient pas mieux que moi ce cadre et ces conditions de vie, la plupart d'entre eux n'arrivaient guère à s'en évader et n'avaient aucun espoir de quitter un jour cette cité pour un endroit plus agréable, faute de moyens financiers suffisants »¹¹¹

Au cours de son étude, Serge Bouchon a sondé les habitants de son quartier. Si l'on ne connaît ni les méthodes de ce sondage ni le nombre d'habitants interrogés, les chiffres nous donnent quand même une certaine idée de l'opinion : sur le grand ensemble à cheval entre Champigny et Chennevières, l'étudiant a comparé l'appréciation de la municipalité selon les villes. L'image de Champigny est bien meilleure que celle de sa voisine, « souvent accusée de ne rien faire » pour le quartier : 44% des personnes interrogées se disent satisfaites de l'action municipale à Champigny, contre 6% seulement pour Chennevières.

Pour autant, les habitants décrivent un sérieux manque de transports. En outre, alors que le PCF insiste sur les actions de la municipalité, notamment en faveur des habitants les plus modestes, Serge Bouchon note que très peu d'habitants du quartier sortent pour une activité culturelle (cinéma, spectacle). Souvent, ils ne sont jamais allés au théâtre. Pourtant, la municipalité de Champigny a mis en place des

¹¹¹ Serge Bouchon, Étude sur le grand ensemble de Champigny-Chennevières, diplôme de maîtrise de géographie urbaine de Paris 1, 1978-1979, sous la direction de M. Rochefort, Archives départementales du Val-de-Marne, TH86

spectacles réguliers dans les centres sociaux culturels : l'espace Gérard Philippe à Cœuilly, à 1 kilomètre du Bois l'Abbé, accueille toutes les semaines des séances de cinéma pour 8 francs ainsi que des spectacles de théâtre, de danse et de cabaret. Mais il est très peu fréquenté par les habitants du Bois l'Abbé, montre l'étude de Bouchon. Selon lui, le prix, même modique, reste un obstacle majeur pour les familles nombreuses majoritaires dans le quartier. S'y ajoute l'absence d'information des habitants du Bois l'Abbé.

Enfin, alors que les journaux municipaux décrivent ce grand ensemble comme accueillant, ses habitants en critiquent le cadre de vie, toujours selon l'étude de Bouchon : 60% ne le trouvent pas satisfaisant, 17% expriment un avis mitigé, 20.5% se déclarent satisfaits. Les principaux reproches concernent le manque d'espaces verts et d'arbres, la saleté et la pollution, l'entassement excessif et l'esthétique des immeubles, décrits comme « propices aux cafards », « froid » et peu favorables aux rapports humains. La critique la plus fréquente, c'est l'insuffisance des aires de jeux (85% des personnes interrogées). Et 90% des sondés avouent qu'ils auraient préféré vivre dans un pavillon.

L'omniprésence communiste dans les espaces politiques de la ville

Ses adversaires assènent régulièrement une autre critique au PCF : son omniprésence dans les espaces d'expression publics de la ville. De nombreux tracts évoquent ce reproche à chaque élection. Par exemple, en 1971, la liste UDR affirme :

« Nous ne voulons plus que le parti communiste exige que toute la vie locale soit dominée par lui et pour lui seul »

Selon les sources dont nous disposons, le PCF s'impose en effet largement dans l'espace médiatique public de la ville. Comme le note Julian Mischi, le PCF s'est toujours efforcé, en « banlieue rouge » de s'implanter dans le maximum de structures locales, encadrant les citoyens et particulièrement la jeunesse, afin d'y affaiblir les autres forces politiques¹¹².

À Champigny, le PCF encadre la jeunesse avec ses associations satellites. C'est le cas des Pionniers de France, largement présents sur la ville. Née en 1946 à Paris à l'initiative de militants communistes¹¹³, l'association qui se présente comme une alternative communiste au scoutisme n'est pas officiellement rattachée au PCF.

¹¹² Mischi Julian « Vers un parti d'élus. La réorganisation locale du PCF dans les années 1980 et 1990 » dans : Les territoires du communisme, Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), Armand Colin, 2013, p.247

¹¹³ Maitron, notice Privat Colette [née MOAT Colette, Élisabeth] par Jacques Girault, Gilles Pichavant, version mise en ligne le 3 mars 2014, dernière modification le 7 juin 2016. <https://maitron.fr/spip.php?article153183>

Toutefois le fait qu'elle soit surtout présente dans les villes communistes urbanisées montre que son lien avec le Parti est plus étroit qu'il n'y paraît : c'est du moins ce que nous observons à Champigny. Ainsi, lors de la conférence de section du PCF de la ville en janvier 1976, le questionnaire que chaque délégué doit remplir pose cette question : « À quelle organisation de jeunesse appartiens-tu ? » Et les réponses proposées sont « MJCF / Pionniers / Autres »¹¹⁴. Il semble ainsi assumé que les Pionniers sont une organisation purement communiste, ou *a minima* partenaire privilégiée du Parti. À cette même conférence de section, un « salut des pionniers » figure d'ailleurs à l'ordre du jour. De même, aux élections municipales de 1971, les Pionniers apportent leur soutien à la liste communiste dans leur journal *Champigny, tous ensemble*¹¹⁵.

Quoiqu'il en soit, au cours des années 1970, les Pionniers restent implantés sur tout le territoire campinois et comptent un nouveau groupe dans le récent quartier des Mordacs. Âgés de 6 à 15 ans, les enfants adhérents participent aux campagnes pour la paix organisées notamment lors de la guerre du Vietnam. Chaque vacance scolaire est également l'occasion de partir, soit dans le centre de vacances de l'association, soit dans une république socialiste à l'occasion

¹¹⁴ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF de Champigny, conférence de section de janvier 1976, 179J 31

¹¹⁵ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds des Pionniers de France, bulletin « Champigny, tous ensemble » de 1971, 517J 17

d'échanges internationaux¹¹⁶, et le bulletin municipal *Champigny notre ville* promeut ces voyages.

Les historiens du communisme municipal, s'ils notent de grandes disparités dans ses formes en France, observent une tendance commune à toutes les villes : la socialisation communiste passe par la forte présence de militants communistes dans les sphères associatives et syndicales. Un des cas les plus représentatifs est la Confédération nationale du logement (CNL). Fondée avant même la création du PCF, c'est dans l'entre-deux guerres qu'elle s'est intégrée au mouvement communiste. Jusqu'aux années 1970, elle compte parmi les associations qui gravitent autour du PCF et entretiennent avec lui des liens très étroits.

Selon Sébastien Jolis¹¹⁷, le Parti accorda une grande importance aux questions du logement pendant les Trente Glorieuses, et fut le seul parti à s'emparer de cette problématique *via* une association nationale de locataires. Le chercheur observe néanmoins une rupture dans les années 1970 : suite à mai 1968, la progression des idées liées à l'amélioration du cadre de vie incite la CNL, alors forte de son plus haut nombre d'adhérents (200 000), à entrer en négociation avec l'État en matière de logement. Du coup, elle modifie ses rapports avec le PCF afin de bénéficier de

¹¹⁶Archives départementales du Val-de-Marne, fonds des Pionniers de France, bulletin « Champigny, tous ensemble » de 1971, 517J 17

¹¹⁷Jolis Sébastien, « La CNL ou l'autonomie impossible », dans : Les territoires du communisme, Mischi Julian (dir.), Armand Colin, 2013

plus d'autonomie. Pour l'auteur, cette évolution se consolide avec la parution en 1975 de l'ouvrage du président de la CNL, Claude Massu, *Droit au logement, mythe ou réalité ?*, puis en 1977 d'*Une politique du logement pour la France*, dans lesquels il prône une autonomie vis-à-vis des partis politiques.

Cette distanciation ne prend toutefois pas corps à Champigny au cours des années 1970. En effet, en 1977, 8 des 39 candidats de la liste communiste se présentent encore comme militants à la CNL, dont le maire et tête de liste, Jean-Louis Barger, qui fut également un responsable local de la CNL au Bois l'Abbé. Certains bilans de réunions de section mentionnent toujours les activités de l'association, notamment dans le quartier du Bois l'Abbé ¹¹⁸. Sébastien Jolis observe aussi cette tendance dans d'autres communes : confrontée au phénomène d'accession à la propriété, la CNL se replie sur les cités d'habitat social dans les territoires communistes. La forte présence de la CNL au Bois l'Abbé et sa proximité avec les communistes peut donc simplement s'expliquer par l'influence communiste dans le quartier. En « banlieue rouge », explique le chercheur, l'emprise communiste est si forte que la fidélité partisane des membres de la CNL l'emporte sur sa volonté d'autonomie.

¹¹⁸ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF Champigny, bilan de réunion préparatoire à l'élection de 1977, 179 J 33

Conclusion

En définitive, si la politique des communistes, qui s'appuie sur la mise en avant d'un bilan positif, tend à conserver leur assise électorale, cette dernière se retrouve néanmoins fragilisée, comme le montrent les réquisitoires de leurs adversaires lors des différentes campagnes électorales. L'accapitation de tous les espaces d'expression publique par le Parti contribue à renforcer cette dynamique, donnant ainsi plus de poids aux arguments de la droite.

Conclusion générale

L'attitude du Parti communiste à Champigny dans la double décennie 1960 et 1970 s'inscrit dans un contexte particulier : celui d'une banlieue en plein essor, qui se cherche une identité politique. Pour s'y adapter, le PCF met en œuvre des stratégies destinées à conserver sa mainmise sur la ville : s'inspirant parfois de politiques déjà expérimentées dans d'autres de ses bastions, il contribue à la l'élaboration d'un patrimoine local susceptible d'inciter les électeurs à lui donner leur voix. Il réussit même, dans cette période, à relever un défi de taille. Ce qui pouvait s'annoncer comme un premier échec, car symbolisant la soumission de la municipalité à la capitale, se transforme en une victoire : les nouveaux quartiers deviennent une aubaine pour le PCF. Alors que le centre-ville s'enrichit, il trouve refuge dans les quartiers des Mordacs et du Bois l'Abbé, ce dernier lui apportant même ses meilleurs scores aux élections. Les jeunes en grand nombre dans ces quartiers, la masse d'ouvriers et les sociabilités facilitées par l'habitat collectif plus que par l'habitat individuel représentent autant de facteurs qui contribuent à renforcer le PCF dans ces quartiers.

Autre conclusion : notre étude montre que les communistes restent en position de force par rapport aux autres forces de gauche, comme en témoignent les discussions avec le PS et le PSU, lors desquelles le PCF a le dernier mot. Néanmoins, si les stratégies d'implantation du Parti semblent pour un temps efficaces dans les quartiers, le Programme commun contribue *in fine* à affaiblir la présence communiste au centre.

Accompagné d'un embourgeoisement croissant, ce phénomène y accentuera plus tard le recul du PCF.

Notre analyse des listes aux élections municipales révèle une autre réalité de l'engagement communiste sur la ville. Les communistes s'efforcent de choisir des ensembles de candidats représentatifs de la société. Si c'est en grande partie le cas, les mêmes noms apparaissent le plus souvent, et les postes d'adjoints reviennent quasi-systématiquement aux cadres et enseignants. Les candidats n'échappent donc pas à la division sociale qu'ils prétendent combattre dans leurs tracts, d'autant que la présence de femmes n'augmente pas de manière significative sur les listes. Plus flagrant, la place de candidats présentés comme jeunes, non seulement n'augmente pas mais reste assez limitée, contrairement à ce que le PCF assure lors des campagnes municipales. Si cette mixité s'avère moins réelle qu'affichée, elle contribue provisoirement à une stratégie électorale plutôt efficace, qui se conjugue avec une implantation réussie du PCF.

Notre étude souligne une dernière spécificité : les habitants des quartiers défavorisés, s'ils votent majoritairement communiste, ne profitent pas vraiment des politiques culturelles de la ville. Ce qui s'explique par le morcellement géographique et la difficulté de se rendre au centre. Rétrospectivement, l'absence de politiques culturelles propres à ces quartiers participera probablement de leur dépolitisation, conduisant à terme le PCF à perdre son hégémonie sur la ville avant d'en perdre purement et simplement la direction.

Pour aller plus loin, permettons-nous d'analyser ce qui pose les germes d'un déclin, à plus long terme, du PCF à Champigny. Si notre étude a montré une relative hégémonie de ce dernier, elle a également pointé trois éléments qui causent cette atrophie.

D'abord, la prééminence communiste sur tous les aspects de la vie politique empêche, voire étouffe l'expression des forces d'opposition. Nous avons vu les premières germes d'une opposition qui tend à s'affirmer : plus tard, les années 1980 marqueront son affirmation, notamment lorsque l'UDR fera signer un appel contre l'accapitation communiste du journal de la ville¹¹⁹.

Ensuite, notre étude a souligné le rôle du Programme commun dans le recul communiste : si, dans un premier temps, l'union de la gauche contribue à élargir l'assise électorale de l'équipe municipale, elle devient simultanément une des raisons de l'affaiblissement du PCF. Comme l'analyse Paul Boulland¹²⁰, le Programme commun répond surtout à des impératifs électoraux, enfermant peu à peu la légitimité des dirigeants dans un objectif de conquête électorale. Cette préoccupation aura tendance à couper le Parti de sa base militante, et, par effet de conséquence, des quartiers où son assise était la plus forte.

¹¹⁹ Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la section PCF Champigny, campagne électorale de 1983, 179J 49

¹²⁰ Paul Boulland, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF (1944-1981)*, Les éditions de l'atelier, 2016, Ivry-sur-Seine, pp. 275-303

Ce dernier point débouche sur notre ultime observation : l'autocélébration du PCF autour d'un bilan de mandat qu'il présente comme positif en tous points et de la représentativité de ses élus en matière sociale, de genre et de génération, quitte à démentir les chiffres, contribuent à décrédibiliser le Parti et sa parole.

Si nous avons brossé à grands traits le succès apparent et non négligeable d'un parti, le premier et longtemps le seul à avoir initié un modèle de vie populaire en banlieue, il nous a semblé nécessaire d'en analyser aussi plus profondément les failles, même à une période où il est encore à son apogée. Les facteurs que nous avons fait ressortir figureront sans doute parmi les clés de la crise accélérée que connaîtra le PCF à partir des années 1980. S'y ajoutera, face à la montée de l'extrême droite et de sa xénophobie, l'ambiguïté du Parti et de ses élus sur la question de l'immigration, qui fera douter sa base. Sur fond de désindustrialisation économique et d'individualisation sociale, les brèches analysées dans ce mémoire s'élargiront jusqu'à conduire à une perte d'influence radicale du PCF dans les quartiers défavorisés, et, finalement, à celle d'une grande partie de ses bastions.

Annexes



fig. 1 : Champigny à la fin des années 1970, séparée de sa voisine Nogent par la Seine et l'autoroute A4

Source : Archives départementales du Val-de-Marne, 8FIVDM 148

	Décembre 1970	Septembre 1971	Septembre 1972	Août 1975
Ivry	801	545	460	840
Champigny	237	114	117	400
Vitry	314	188	218	370
Val-de- Marne	2984	2022	1887	3480

Fig. 2 : Les adhérents au MJCF dans le Val-de-Marne entre 1970 et 1975

Sources :

Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la fédération du PCF Val-de-Marne, État des lieux et renforcement, 1973, 130J

Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la fédération du PCF Val-de-Marne, plan d'implantation 1975-76, 130J 46



Fig.3 : Louis Talamoni ouvre officiellement la Foire aux cochons de 1973

Source :

Ciné-archives, fonds audiovisuel du PCF, film « Champigny-sur-Marne, foire aux cochons », 1973, anonyme

	année 1965	année 1971	année 1977
communistes	61,76	62,16	64,10
socialistes	14,7	13,51	28,20
autres	23,53	24,32	7,69

fig. 4 : répartition des communistes et socialistes sur les listes électorales (en pourcentage)

Source :

Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, résultats et listes des élections municipales de 1965 à 1983, carton 1711W1

	Professions libérales	Cadres	Employés	Ouvriers	Patrons de l'industrie et du commerce	Autres
Liste PSU	10.25%	0%	17.94%	30.76%	0%	35.89%
Liste PCF	5.12%	7.69%	17.94%	43.5%	0%	25.64
Liste de droite UDR	20.51%	25.64%	17.94%	7.69%	10.25%	17.94%
Total Champigny	5.46%	13.36%	21.18%	43.30%	8.32%	8.38%

Fig. 5 : La répartition des catégories socio-professionnelles selon les listes présentées à l'élection municipale de 1965

Sources :

Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, résultats et listes des élections municipales de 1965 à 1983, carton 1711W1

Savajols Roger, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

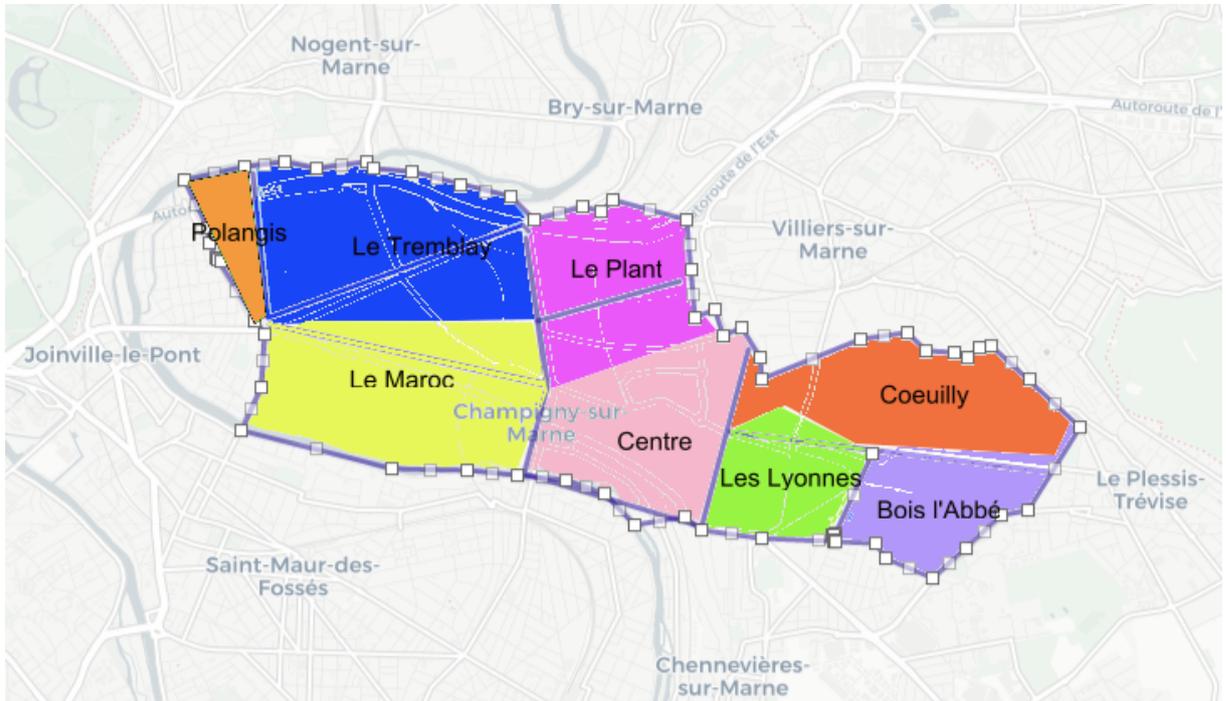


Fig. 6 : Le morcellement par quartier à Champigny-sur-Marne

	0-19 ans	20-64 ans	65 ans et plus
Bois l'Abbé	51.19%	47.16%	0.94%
Champigny	34.3%	57%	8.7%

Fig. 7 répartition de la population par âge

Sources :

Roger Savajols, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, 2116 W 7

Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, 1240W2

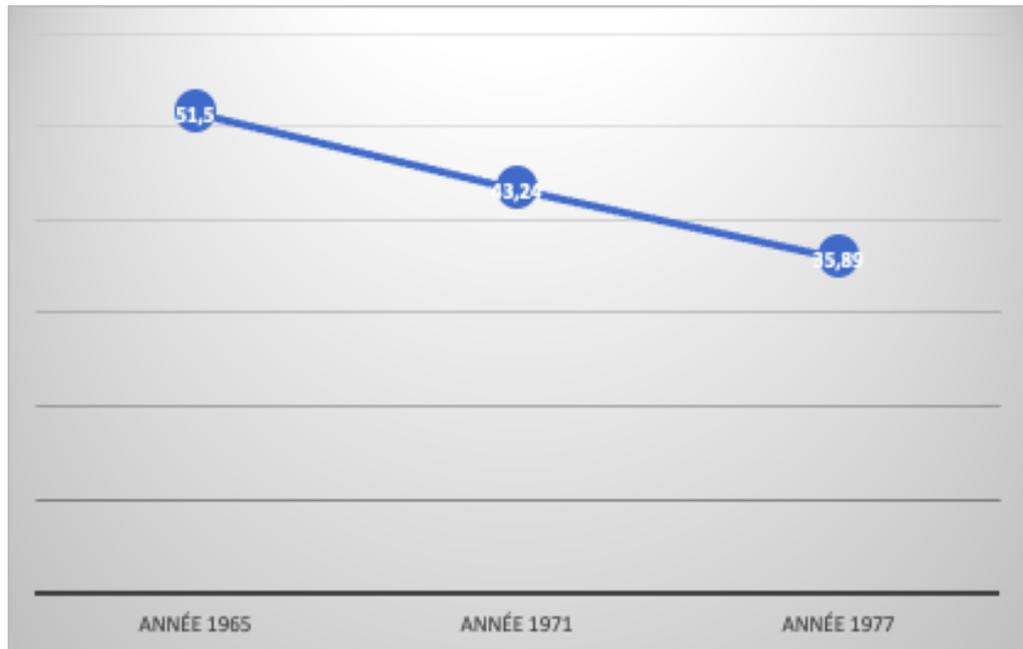


Fig. 8 : évolution de la part des candidats sortants sur les listes d'union de la gauche (en pourcentage)

Source :

Archives départementales du Val-de-Marne, fonds de la préfecture du Val-de-Marne, résultats et listes des élections municipales de 1965 à 1983, carton 1711W1, comparaison de chaque liste

	Année 1965	1971	1977	1983
Construction/aménagement des logements	8	10	13	12
Loyers	0	3	2	2
Transports	2	4	3	3
Écoles/éducation	12	14	13	16
Assainissement	2	2	1	0

fig. 9 : le nombre de pages consacrées par thématique dans les bulletins municipaux de mars de chaque année d'élection municipale entre 1965 et 1983

Source :

Archives départementales du Val-de-Marne, fonds presse, bulletins mensuels *Champigny notre ville*, de 1965 à 1983, P 102

Inventaire des archives

Archives départementales du Val-de-Marne

- Fonds de la section PCF Champigny : 179J

179J 6 : année 1965, élection municipale du 14 et 21 mars : tracts, bilans de réunions, ébauche de liste

179J 16 : bilan organisationnel de 1970

179J 18 : année 1971, élection municipale : tracts, bilans de réunions préparatoires, débats sur la forme des listes

179J 30 : année 1975 : élection municipale partielle, journaux de cellules, journal de section

179J 31 : année 1976, conférence de section du 16-18 janvier : bilan organisationnel, vie de parti

179J 33 : année 1977, matériel d'élection municipale, bilans de réunions, tracts

179J 49 : année 1983, élection municipale, propagande électorale du PCF

- Fonds de la fédération PCF Val-de-Marne : 130J

130J 46 : plan d'implantation, état des lieux du MJCF, état des lieux du PCF et renforcement

- Fonds de la préfecture du Val-de-Marne

1711W1 : résultats et listes des élections municipales de 1965 à 1983

1240W 2 : propagande électorale

2161W7 : propagande électorale de Champigny

- Fonds des Pionniers de France

517J 17 : bulletin *Champigny, tous ensemble* de 1971

- Fonds presse

102 P : bulletins mensuels *Champigny notre ville*, de 1965 à 1983

- Mémoire de maîtrise

Serge Bouchon, Étude sur le grand ensemble de Champigny-Chennevières, diplôme de maîtrise de géographie urbaine de Paris 1, 1978-1979, sous la direction de M. Rochefort, Archives départementales du Val-de-Marne, TH86

Bibliothèque Universitaire de Saint-Denis

- Mémoire de maîtrise

Roger Savajols, Champigny-sur-Marne : Structure urbaine et activités industrielles d'une ville de banlieue, mémoire de maîtrise de géographie, 1973, université Paris VIII Vincennes, 1973

Archives en ligne

Ciné-archives, fonds audiovisuel du PCF, film « Champigny-sur-Marne, foire aux cochons », 1973, anonyme

Bibliographie

Histoire urbaine

Brunet Jean-Paul. « Constitution d'un espace urbain : Paris et sa banlieue de la fin du XIX^e siècle à 1940 ». Dans : *Annales. Economies, sociétés, civilisations*. 40^e année, N. 3, 1985. pp. 641-659

Annie Fourcaut, Loïc Vadelorge, « Où en est l'histoire urbaine du contemporain ? » Histoire urbaine, Société française d'histoire urbaine (SFHU), 2011

Retière Jean-Noël « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire » dans *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2003 p. 121-143.

Histoire de l'habitat

Chaléard Marie-Claude, « l'habitat immigré à Paris au XIX et XX^e siècles : mondes à part ? » Dans : *Le mouvement social*, n°182, janvier-mars 1998, les éditions de l'Atelier

Hmed Choukri, « La création des foyers Sonacotra en 1956 », dans : Abderrahmane Bouchène éd., *Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2014, p. 586-589. URL : <https://www.cairn.info/histoire-de-l-algerie-a-la-periode-coloniale--9782707178374-page-586.htm>

Jolis Sébastien, « Du logement au cadre de vie. Mobilisations associatives et vie sociale dans les grands ensembles (1968-1973) », *Hypothèses*, 2013/1 (16), p. 33-43. DOI : 10.3917/hyp.121.0033. URL : <https://www.cairn.info/revue-hypotheses-2013-1-page-33.htm>

Danièle Voldman, *Désirs de toits. Le logement entre désir et contrainte depuis la fin du XIX^e siècle*, 2010, Paris

Marie-Christine Volovitch-Tavares, *Portugais à Champigny, le temps des baraques*, Autrement Collection Français d'ailleurs, peuples d'ici 1995, 160 p.

Histoire du Parti communiste

Paul Boulland, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF (1944-1981)*, Les éditions de l'atelier, 2016, Ivry-sur-Seine, pp. 275-303

Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), *Les territoires du communisme*, Armand Colin, 2013

- Tellier Thibault, « Le Parti communiste et la décentralisation ou comment appréhender le pouvoir local ? (1971-1983) » p.91
- Mischi Julian « Vers un parti d'élus. La réorganisation locale du PCF dans les années 1980 et 1990 » p.247
- Jolis Sébastien, « La CNL ou l'autonomie impossible », p.167

David Gouard, *La banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Le Bord de l'eau, coll. « Clair & Net », 2014, Préface de Bernard Pudal.

Roger Martelli, *L'archipel communiste, une histoire électorale du PCF*, éditions sociales, 2008

Olivier Masclet, *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, 2003

Mischi Julian, « Chapitre 2 - Pour une histoire sociale du déclin du parti communiste », dans : Florence Haegel éd., *Partis politiques et système partisan en France*. Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2007, p. 69-101. URL: <https://www.cairn.info/partis-politiques-et-systeme-partisan-en-france--9782724610016-page-69.htm>

Histoire de la banlieue parisienne

Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions Ouvrières-Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, 215p

Le Roux Guillaume, Imbert Christophe, Bringé Arnaud et al., « Transformations sociales de l'agglomération parisienne au cours du XXe siècle : une approche longitudinale et générationnelle des inégalités d'accès à la ville », *Population*, 2020/1 (Vol. 75), p. 71-100. DOI : 10.3917/popu.2001.0071. URL : <https://www-cairn-info.ezpaarse.univ-paris1.fr/revue-population-2020-1-page-71.htm>

Histoire du Val-de-Marne

Alain Croix (dir.), *Histoire du Val-de-Marne*, Conseil général du Val-de-Marne
Emmanuel Bellanger, *Ivry banlieue rouge. Capitale du communisme français*, Grane Créaphis, 2017

Notices biographiques

Notices du Maitron

- Notice BARGERO Jean-Louis, François par Claude Pennetier, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 10 février 2019 URL : <https://maitron.fr/spip.php?article15715>,
- Notice VINCENOT Pierre, Georges par Emmanuel Hagen, Claude Pennetier, version mise en ligne le 28 octobre 2009, dernière modification le 28 octobre 2009. URL : <https://maitron.fr/spip.php?article75038>,
- Notice Privat Colette [née MOAT Colette, Élisabeth] par Jacques Girault, Gilles Pichavant, version mise en ligne le 3 mars 2014, dernière modification le 7 juin 2016. <https://maitron.fr/spip.php?article153183>

Table des matières

Sommaire	5
Introduction	6
Chapitre 1 : Une ville en pleine expansion	18
Un renouvellement démographique qui oblige le PCF à transformer ses pratiques	19
Le développement de la ville en lien avec l'expansion de la capitale	21
Le développement du logement comme cadre de vie	26
Conclusion	35
Chapitre 2 : Des militants aux candidats	36
L'union de la gauche à Champigny : une gauche plus forte, un PCF plus faible ?	38
Le choix des candidats, un processus millimétré.....	48
Les grands absents : oubli ou objectif politique ?	65
Conclusion	69
Chapitre 3 : Les biais d'une omniprésence communiste	70
Des bilans de mandats controversés	71
L'omniprésence communiste dans les espaces politiques de la ville	79
Conclusion	83
Conclusion générale	84
Annexes	88
Inventaire des archives	97
Bibliographie	99
Table des matières	102